

LE MONDE LIBERTAIRE



2€ ISSN 0026-9433

« Tous les drapeaux ont tellement été souillés de sang
et de merde qu'il est temps de n'en plus avoir du tout. »
Gustave Flaubert

N° 1532
du 6 au 12 novembre 2008

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

En voiture dans le train des luttes

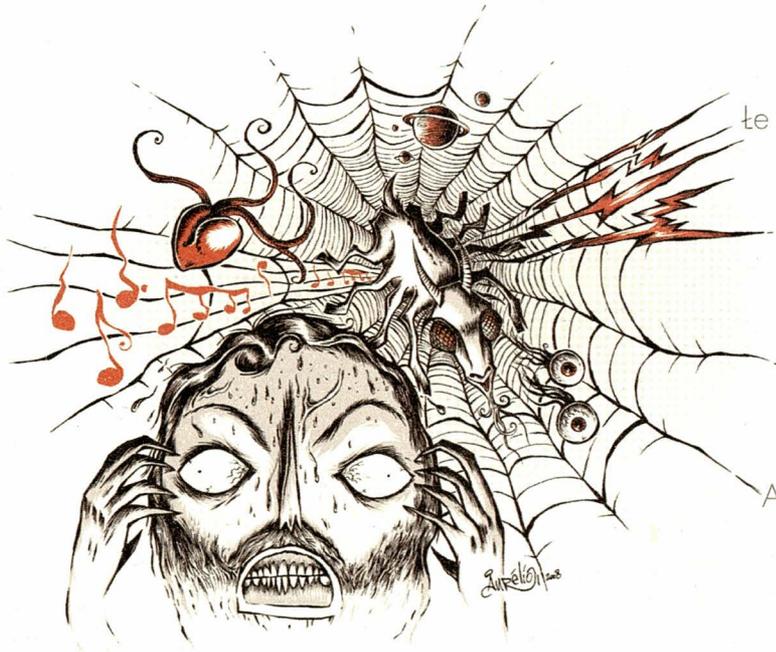


M 02137 - 1532 - F: 2,00 €



Clovis Trouille, Takouba, justice touareg.

Sommaire



Cheminots sur la brèche, par Julien, page 4

Le statut des conducteurs **SNCF**, par S. Neumayer, page 5

Brèves sous la pluie, page 6

Du recul de la **pédagogie**, par L. Ott, page 7

Bourses dans **le noir**, par J. Langlois, page 9

Autour de la « **Grande Guerre** » par F. Roux, page 12

Météos **au placard?** par A. N. Ticiclaune, page 14

Chasse aux « **anarchistes** » aux USA, par J. Rochard, page 15

Les chèvres à la sauce de **l'oncle Sam**, par N. Potkine, page 18

Terre et Liberté sur Radio libertaire, page 19

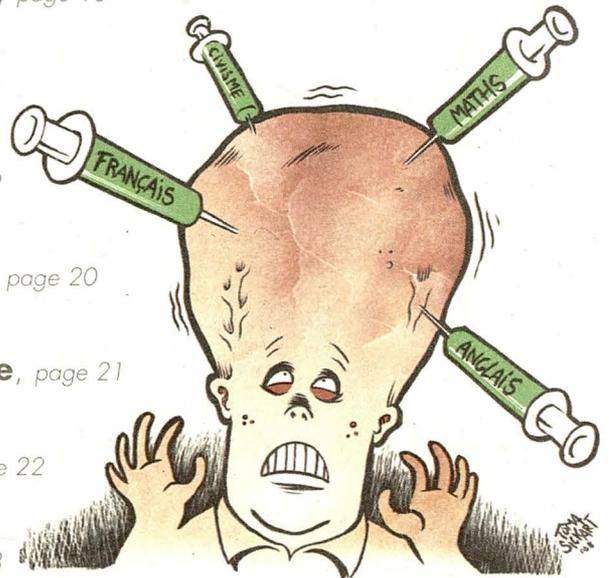
« **Chop Shop** » par S. Chemin, page 19

Jean Jourdan, libertaire d'Amargues, par Daniel, page 20

Vie du mouvement, **de Strasbourg à la Creuse**, page 21

La plus **rebelle** des radios! page 22

l'agenda, page 23



BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Le culte de l'État providence pouvant pallier les incohérences d'un système économique basé sur l'exploitation, en toute liberté, par quelques-uns, de la grande majorité des habitants de notre planète, semblait être devenu une notion complètement désuète. C'est pourtant bien ce credo que l'on voit revenir en ces temps de récession provoquée par le système capitaliste. Nos législateurs jacobins veulent nous faire gober que grâce à eux la masse monétaire subtilisée par les spéculateurs n'aura qu'un impact limité sur notre situation sociale. Il n'y a qu'à regarder les mesures que mettent en place ces salops, en prenant des airs de sauveurs suprêmes, pour s'apercevoir que ce seront toujours les mêmes qui trinqueront, ceux qui n'ont que leur force de travail à louer pour remplir leurs gamelles.

Après avoir offert des milliards aux banquiers, promis des exonérations en veux-tu en voilà aux patrons, notre bon saint Nicolas sort de sa hotte des mesures en faveur des employeurs. Au nom du pragmatisme, celui qui lors de sa campagne présidentielle fustigeait l'inefficacité des emplois aidés remet au goût du jour ce substitut des ateliers nationaux pour offrir au patronat de la main d'œuvre bon marché. Ce caméléon en profite pour sonner le glas des CDI en favorisant les CDD précaires qui, a-t-il dit à Rethel, sont plus appropriés à la situation actuelle. De l'emploi, il n'en est pas question dans les mesures annoncées, tout juste des p'tits boulots précaires comme ceux d'aide à la personne (autrefois appelés domestiques). Si nous nous laissons faire, le capitalisme va sortir renforcé de cette crise. Il aura forcé l'État à dégrader la situation sociale. C'est encore une bataille de la guerre des classes qui est en train de se jouer, et tant que les « citoyens » assujettis aux États ne s'émanciperont pas pour rompre le joug qui les attelle à cette institution créée par les bourgeois à leur seul profit, nous risquons de perdre bataille sur bataille. Le nerf de la guerre est entre les mains de l'ennemi, et si entre deux crises, il concède quelques réformes, il les gomme dès que ses profits sont en danger.

Créée, lors de la révolution de 1789, par les possédants pour s'émanciper de l'absolutisme de droit divin, la démocratie telle que nous la connaissons n'a fait que remplacer le culte à un dieu par un culte à la loi et à l'État. À nous maintenant de nous libérer de cette oppression en créant les conditions d'une révolution économique et sociale qui amènera l'égalité et la liberté à chacun.

Emplois aidés

Le retour !



Pierre Sommermeyer

LA CRISE FINANCIÈRE continue. Elle déborde sur ce que les spécialistes appellent l'économie réelle. Le pouvoir est en train de prendre la mesure des risques politiques qu'il encourt s'il n'arrive pas à trouver un moyen de pallier à la recrudescence du chômage. Dans ce cas se sont les vieux trucs qui marchent le mieux.

TUC, CES, et autres trucs

En un temps déjà lointain, en l'an 1984, les TUCS virent le jour. Les Travaux d'Utilité Collective, un an plus tard, concernaient plus de deux cent mille jeunes entre 16 et 21 ans. Quelques années plus tard vinrent les Contrats Emploi Solidarité. Créés en 1990, ces CES concernent 447 000 personnes en 1998. Créés l'année précédente les emplois jeunes vont tenter de régler le problème de l'emploi des 26-29 ans n'ayant jamais pointé aux Assedic. En 2000, 220 000 « jeunes » auront « bénéficié » de ce type de contrat. En fait, les emplois aidés couvrent un grand nombre de situations différentes. Ils sont une constante de l'économie française. Il y a les contrats d'adaptation, les contrats d'apprentissage, les contrats de qualification, les contrats d'orientation, les contrats emploi consolidés, les contrats emploi jeunes, les contrats emploi solidarité, les contrats initiative emploi et certainement d'autres qui ont échappé à ma vigilance comme les contrats

de transition professionnelle.

Leur rôle à tous est de fournir aux employeurs privés ou publics de la main d'œuvre à bon marché et captive. En tout ou partie, les charges sociales sont prises en compte par la collectivité, c'est-à-dire que les cotisations sociales de ceux qui travaillent « normalement » financent les patrons employant les contrats aidés. Il ne faut pas être grand clerc pour calculer que puisque dans cette situation les cotisations sociales suffisent à couvrir ces centaines de milliers d'emplois aidés, c'est que les charges patronales, sont au fond trop élevées et qu'en les baissant le secteur privé pourrait embaucher tous ces pauvres gens qui sont obligés de passer par l'assistanat. Grâce à Internet, on accède à ces informations intéressantes portant sur le coût des emplois aidés. « En 2003, ce coût était de 31,6 milliards d'euros. En 2004 il est estimé à 30,5 milliards d'euros, 16,3 milliards pour les mesures générales d'allègement des cotisations sociales sur les bas salaires et 14,3 milliards pour les dispositifs spécifiques (emploi aidé, formation professionnelle et préretraites) ». Il convient de comparer ces chiffres à ceux du trou de la sécu. Le projet de loi 2008 sur la Sécurité sociale table sur un déficit de 11,7 milliards d'euros pour 2007 (au lieu des 8 milliards initialement prévus), et de 12,7 milliards en 2008. Il y a quelques jours ou semaines ces

chiffres nous auraient donné le vertige. Mais au fond, il ne s'agit que de préparation à des transferts d'argent encore plus grands comme ceux auxquels on vient d'assister en faveur de ces pauvres banques du côté de chez vous.

Travailler plus pour gagner plus

Il y a belle lurette que nombre de gens travaillent le samedi, le dimanche et les jours fériés. En soi rien de particulièrement choquant car tous ces cas gardent un caractère d'exception même s'il s'agit de situations habituelles. Donc pourquoi s'offusquer quand le ministre du travail Xavier B. va racontant sur tous les toits que le comble de la modernité est d'ouvrir les magasins le dimanche. Il est vrai que cela répond à une demande populaire cer-

taine. Allez le dimanche à Plan de Campagne dans la banlieue de Marseille et vous serez édifés. Vous ne risquez pas de trouver des bobos, des représentants des classes moyennes. Eux n'ont pas besoin de faire leurs courses un jour de repos, ils savent concrètement et intellectuellement faire autrement. À cet endroit, comme dans d'autres, ouverts tard la nuit, ce sont des gens pressurés par leur boulot, qui viennent, en prenant sur leur temps de repos, se procurer le nécessaire pour survivre. Femmes, hommes, enfants ils assistent en même temps au spectacle de la consommation. Ces espaces énormes, occupés par enseignes commerciales multiples sont aussi des temples où tout un chacun vient se mirer dans le miroir de nos rêves. Surfant sur ces

frustrations, Xavier B. est l'avant-garde d'un mouvement irrésistible du capital qui ne veut plus qu'aucun espace de vie échappe à la marchandisation. En faisant du dimanche un jour comme un autre, lui et ses semblables détruisent une société où jusqu'alors la notion de repos, de temps privé permettait à beaucoup de survivre malgré la pression du travail. Contester cette décision d'ouverture en disant que cela ne changera rien à la quantité d'argent dépensable dans ces lieux c'est ne rien comprendre aux vrais enjeux.

Emplois aidés ou pas, tous les jours de la semaine identiques, discours récurrents de la classe politique nous invitant à dormir tranquilles, c'est notre vie qui file entre nos mains. Combien de temps encore? **P.S.**

Colère noire sur le Rail

LA PRESSION QUE SUBISSENT les cheminots ne faiblit pas. Dernière grande entreprise publique à ne pas être passée à la moulinette de la privatisation, la SNCF est aujourd'hui la proie des vautours qui, attirés par de nouvelles sources de profits s'acharnent à dépecer le service public et imposer aux travailleurs du rail une dégradation sans commune mesure de leurs droits et conditions de travail.

En juin dernier, sous la menace d'une grève reconductible (voir M1 1519), Guillaume Pépy, président de la SNCF, renonçait à modifier la réglementation du travail propre aux cheminots (le RH 0077). Dans le même temps, Guillaume Pépy dévoilait dans son document *Ambition SNCF 2012* la volonté de doubler le bénéfice net de la SNCF et d'augmenter son chiffre d'affaire de 24 à 36 milliards d'euros d'ici 2012. Le même document déplore la faible productivité des cheminots, « qui ne nous permet pas de faire jeu égal avec la concurrence ». C'est pourquoi, à peine la pression de la grève retombée et profitant de la période estivale, la direction s'est lancée dans une vaste opération de recherche de « volontaires » parmi les conducteurs de trains en alternant chantage et pression. Elle entendait exploiter ces agents en dehors du cadre du RH 0077 et sur la base de la nouvelle Convention collective nationale pour les transports ferroviaires signée récemment par les patrons des entreprises de transport ferroviaire (SNCF, VEOLIA, ECR, VFLI, etc.) regroupés dans l'UTP (la branche transport du MEDEF) et les syndicats de cogestion CFTC, Unsa et CGC.

Malgré une intense campagne d'intoxication et le soutien de quelques organisations syndicales, la manipulation de la direction est un échec: elle n'a pas le nombre de volontaires voulu, loin s'en faut, surtout si on retire de ce nombre les centaines de conducteurs de la région parisienne qui sont volontaires dans l'espoir de voir satisfaite une mutation demandée depuis des années!

L'illusoire carotte ne suffisant pas, la direction ressort le bon vieux bâton: elle demande au ministère des Transports de modifier le RH 0077, afin de pouvoir tout simplement faire éclater les taquets en matière de durée de travail, amplitude, repos... Une commission réunissant patrons et ministre se réunira le 12 novembre à cet effet.

Depuis plusieurs semaines, les organisations syndicales peinent à s'accorder et à dégager des perspectives d'actions concrètes. Il faut dire que les prochaines élections professionnelles à la SNCF en mars 2009 et les bouleversements induits pour la récente loi sur la représentativité syndicale provoquent des stratégies et des alliances syndicales plutôt surprenantes, ainsi la FGAAC, le syndicat de collaboration des conducteurs fusionne avec la CFDT pour espérer dépasser les 10 % nécessaires à la représentativité tandis que FO s'allie avec la CFTC!

Il y a trois semaines, en réunion interfédérale, Sud Rail a proposé que toutes les fédérations syndicales travaillent à un mouvement national, reconductible, tous services. Plus préoccupées par leurs survies aux prochaines élections que par la défense des cheminots, les

bureaucraties syndicales refusèrent, Sud Rail déposa donc un préavis de grève couvrant l'ensemble du personnel de la SNCF. La CGT fit de même mais seulement pour les agents de conduite et à la condition de limiter le mouvement à une grève carrée de 24 heures.

Le 6 novembre donc, les conducteurs de train seront en grève à l'appel de la CGT et de Sud Rail. Un rassemblement est également organisé le 12 novembre à la Défense où doit siéger la commission pour entériner ce recul social. Le 13 novembre, une manifestation européenne des cheminots est organisée (sans préavis de grève!) à Paris de Bastille à Montparnasse. La grève du 6 novembre et les actions du 12 et du 13 permettront au mieux de donner un signal fort. Ces actions demeureront toutefois très insuffisantes pour créer un véritable rapport de force. Toutefois elles permettront aux cheminots dans les assemblées générales et dans la rue de se rencontrer, de débattre, de mesurer leur force, pour dès le mois de décembre poser les bases d'une grève reconductible de tous les services.

L'unité à la base dans les assemblées générales souveraines et l'action directe des travailleurs du rail doivent constituer les deux rails de la voie sur laquelle la locomotive de la grève générale pourra faire voler en éclats cette politique régressive et antisociale et poser à terme la question de la socialisation et de la gestion directe par les cheminots et les usagers eux-mêmes du service public ferroviaire.

Julien

Groupe de Rouen de la Fédération anarchiste



Mon statut pour un joint (de porte) !

Réflexions sur les conducteurs SNCF « volontaires » pour renoncer au statut

DEPUIS LES ANNÉES 50, les élites politico-industrielles françaises ont fait le choix de la route (investissements publics, politique fiscale, laisser faire les infractions aux réglementations sociales, etc.). De fermeture de gares fret puis de triages, en « plan Fret » et abandon de trafic, les élites SNCF ont docilement accompagné le mouvement. Quant au syndicat cogestionnaire majoritaire, sa culture hiérarchique et autoritaire l'a retenu de promouvoir une appropriation du ferroviaire par les usagers (chargeurs, collectivités, si possible socialisés) et les salariés réunis. Tous ont géré le déclin.

Pourtant, l'organisation mondiale de la production toujours plus concentrationnaire, exigeait le développement de transports de masse (même si l'autoroute A1 est une chaîne quasi ininterrompue de poids lourds de Paris à la Belgique et au-delà, l'écoulement du trafic maritime de Rotterdam, Anvers, Dunkerque ou Le Havre jusqu'au centre de l'Europe n'est pas à la mesure des seuls camions). L'effondrement du bloc de l'Est qui rouvre des voies d'échange continentales avec l'Asie, et plus récemment les inquiétudes de fin du pétrole, ont précipité depuis la fin des années 80 la réorientation vers le fret ferroviaire. Alors pourquoi Fret SNCF fait-il plus que jamais figure de sinistré aujourd'hui ?

Outre la force du lobby pétrolier et des Maîtres de forges (l'automobile c'est de l'acier!), un des problèmes restait le cheminot organisé dans un système intégré et monopolistique. Le choix de la route est aussi celui de salariés ou d'artisans isolés, à la merci des grands groupes (dont la SNCF qui possède le 1^{er} groupe routier français). Lorsqu'en 2003 les routiers avaient menacé d'un blocus, c'est l'armée que le ministre de l'Intérieur Sarkozy avait envoyé dès les premiers barrages pour stopper toute organisation dans l'œuf.

Depuis la fin des années 80, Communauté européenne en tête (avec une série de directives appelées « paquets ferroviaires »), les gouvernements successifs ont donc entrepris le démantèlement du système ferroviaire intégré et sa déréglementation, pour favoriser l'intervention d'une multiplicité d'opérateurs. La SNCF y a pris sa part en créant elle-même des filiales et en les dotant de matériel de traction. C'est le cas de VFLI pour le Fret, qui emploie majoritairement des anciens mécanos SNCF. En tant qu'opérateur historique, c'est d'ailleurs la SNCF qui assure tout ou partie de la formation des conducteurs de ses concurrents potentiels.

Depuis 2006, ce sont les trafics les plus rentables qui sont pris par Veolia, ex-Vivendi, ex-Générale des Eaux, bref l'un des deux

« marchands de flotte » avec la Lyonnaise des Eaux, devenus tentaculaires grâce à la collusion entre élites politique et économique-financière: tu me files la concession de tes services publics (eaux, ordures, câbles, télécommunication, transports, etc.) et on te finance toi et ton parti (et idem pour l'adversaire!).

Une fois les concurrents installés, il n'y a plus qu'à jouer de la disparité des conditions de travail pour aligner vers le bas. Récemment, l'Union des Transporteurs Publics (UTP) tenue par les mêmes gros (les deux marchands de flotte plus la filiale SNCF Kéolis) a imposé un règlement du travail des conducteurs avec moins de repos, plus d'amplitude et moins de congés.

Du fait du conflit sur les retraites en 2007, qui a mobilisé toutes les forces d'ordre – du gouvernement jusqu'à la CGT – pour faire rentrer les grévistes, la direction de la SNCF n'a pas osé passer en force. Mais elle met une pression énorme sur la révision du RH 077 (le règlement du travail à la SNCF), et joue de la concurrence qu'elle a participé à organiser pour dire qu'à défaut d'alignement, c'est la clé sous la porte. Un premier axe de fissuration de ce qui reste du front salarié est ainsi, pour « sauver » le Fret, d'appeler au volontariat pour travailler « autrement ».

Selon la direction, 840 volontaires seraient tombés dans le panneau¹. Écoutons d'abord ce qu'on leur fait dire de leur choix: « Être volontaire c'est un état d'esprit. On voit bien que nous ne sommes pas compétitifs face à la concurrence. Quand on ne conduit que cinq heures sur une journée de service, c'est confortable mais pas très satisfaisant (sic). Avec le volontariat, on nous propose d'éviter les coupures, les temps d'attente inutiles, de faire des trains plus intéressants, de bout en bout. On aura plus l'impression d'être mal utilisés! Et puis il y a évidemment des compensations intéressantes. » Un autre de dire encore: « Chez Veolia, qui est une petite structure, on voit bien que les conducteurs ont moins de contraintes. Ils sont souvent chez le client au départ et à l'arrivée du train, ils ont tout en main. À la SNCF on serait évidemment capable de faire tout ça, mais il y a des intermédiaires partout et aucune reconnaissance. Seule la sécurité est valorisée (sic). C'est pour ça que je suis volontaire. Je veux sortir de ce carcan. »

Je vous fais grâce des quelques perles des autres pseudo-interviews, qui ne font que porter tristement le discours dominant, et voyons les fameuses compensations que la SNCF magnanime accorde: « les volontaires verront leurs revenus augmenter de 130 à 200 euros

par mois, grâce à une prime de 10 euros par journée travaillée (qui remplace la prime grand axe de 3,72 euros) et une prime de travail garantie à 90 % de la prime moyenne théorique. Le confort des cabines de conduite les plus anciennes sera amélioré: si nécessaire [sic], les sièges seront remplacés et, pour atténuer le bruit, les joints de porte changés. Les conducteurs y gagneront aussi en autonomie et en implication dans leurs journées de service. »

Résumons: des journées plus longues, plus loin, à tout faire seul, que le « volontaire » paye avec son propre droit à des conditions de travail correctes (un siège non défoncé et une meilleure insonorisation sont un dû), ou avec le salaire des collègues (car c'est avec les roulements des non-volontaires que la SNCF va garantir 90 % de la prime moyenne théorique). Au final, quand le statut sera démantelé pour tous, on peut compter sur la Direction pour invoquer la sacro-sainte concurrence et reprendre vite ce qui serait apparu un temps pour quelques uns comme un plus.

Ken Loach en a fait un film, *The Navigators*, en apparence caricatural et pourtant si vrai pour qui a approché le système ferroviaire ces 20 dernières années. Certes, on voudrait aujourd'hui que les seuls mécanos arrêtent un processus non combattu ensemble depuis 30 ans. Certes, les rigidités dénoncées de la SNCF sont aussi l'expression d'un fonctionnement hiérarchique et autoritaire auto entretenu sans aucun bénéfice individuel ou collectif pour les salariés. Mais qui peut croire que c'est du côté du tyran que viendra le salut?

C'est aussi contre cette logique là que la manifestation européenne des cheminots du 13 novembre prochain doit se dresser. Mais une manifestation suffit-elle? Et tant que l'on reste entre salariés des opérateurs historiques, à revendiquer le retour à l'État qui nous a amené là, sans chercher à fédérer tous les cheminots aujourd'hui au sein des opérateurs privés pour imaginer des transports vraiment socialisés, nous militons nous aussi pour notre propre tyran!

Sitta Neumayer

Groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste & militant à Sud Rail

1. Toutes les infos et citations qui suivent sont reprises de l'organe de communication de la SNCF: Les infos, n° 295 du 17 octobre 2008.

Retrouvez tous les articles des membres du Groupe Louise-Michel sur la page du groupe du site federation-anarchiste.org.

Être superstitieux porte malheur !

La poupée vaudou à l'effigie de Nicolas Sarkozy reste en vente, mais le chef de l'État ne désarme pas pour autant. Quelques heures après le jugement rendu par le tribunal de Paris qui l'a débouté de sa demande de retirer sa figurine des différents circuits commerciaux, ce dernier interjette appel.

Fonctionnaires dans la rue

Entre 6 000 et 25 000 agents de la fonction publique de l'État, des hôpitaux et de la fonction territoriale ont manifesté à Paris, à l'appel de Force Ouvrière. Résultat ?

Malade mais avant tout détenu

Mieux vaut ne pas être malade en prison. C'est ce qui ressort d'une réunion de l'Académie nationale de médecine organisée sur la santé en milieu carcéral. « Carences graves de l'hygiène, absence de permanence médicale la nuit et le week-end, transgression fréquente du secret médical, difficulté d'accès aux diagnostics et aux soins spécialisés. » L'Académie nationale de médecine, dans ses conclusions, a réclamé « une concertation d'urgence » de tous les acteurs concernés, afin que « des décisions soient prises en vue d'une amélioration immédiate de la prise en charge sanitaire des détenus ». C'est un beau geste, mais reste encore à convaincre la Dati de son bon fondement...

Solidarité avec Romain de la CNT

70 personnes à Rennes, une vingtaine à Besançon (et autant de flics) ont apporté leur soutien à Romain de la CNT Jura en procès contre Sarkozy pour avoir comparé sa politique à celle de Vichy et condamné en appel à une amende de 1 000 euros (voir les brèves de combat de la semaine passée).

Sécuritaire encore !

Une nouvelle fois la technologie est utilisée dans les transports sur fond d'antiterrorisme. Déjà utilisé aux Pays-Bas, Angleterre et États-Unis, c'est à l'aéroport de Nice que débarque en phase de test le « scanner corporel ». à l'apparence d'une simple cabine, dans

laquelle le terrorisme présumé (le passager) reste 3 secondes, le scanner le « déshabille ». Parties génitales, seins, implants mammaires distrairont le quotidien des agents de la PAF. Ce premières mesures visent à rassurer le « public », selon un camarade bien informé, merci à lui...

Moyenâgeries

Une Algérienne qui avait brûlé la main de sa fille avec un couteau chauffé à blanc parce qu'elle fréquentait un Français a été condamnée vendredi à six mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Mulhouse. Elle avait demandé à maintes reprises à sa fille de 20 ans de mettre fin à la liaison. Un soir de septembre, la jeune femme était rentrée chez elle avec une marque visible de baiser. Le lendemain matin, la mère avait chauffé à blanc un couteau et d'abord tenté de marquer sa fille au bras avant de lui brûler la main au 2^e degré. « Ma mère a rencontré les parents de mon ami et je pensais que tout allait s'arranger, mais finalement, elle a estimé que même s'il se convertissait, il aurait toujours du sang chrétien dans les veines » a déclaré la jeune fille. Et on va encore trimballer des conneries d'un autre millénaire longtemps ? Pour l'émission Rasles-Murs de RL : « À part la peine de prison (même avec sursis!), il faudrait envisager une "expertise psychiatrique" une "mise à l'épreuve et une obligation de soin" à tout parti quant religieux : cette femme n'a fait qu'appliquer ce qu'on lui a inculqué ! »

Exigeons le retour de Clebert !

Le 30 avril 2008, un arrêté de reconduite à la frontière arrachait Clebert Codjo, ressortissant béninois, à sa compagne française Moussouba K., alors enceinte de cinq mois et à Leila, fille de Moussouba âgée de 4 ans, que Clebert élevait depuis plusieurs années comme sa propre fille. Six mois plus tard, Clebert n'a toujours pas réussi à obtenir un visa pour revenir en France auprès de sa famille. Le consulat de France ne répond pas à sa demande.

Allo la terre – bis ?

Selon un rapport du WWF, l'empreinte écologique de l'humanité, qui évalue sa consommation de ressources naturelles, excède de 30 % les capacités de la planète à se régénérer. Au rythme de sa consommation actuelle, l'humanité aura besoin de deux planètes au début de la décennie 2030 pour répondre à ses besoins.

Nuklear Nein Danke !

La cession par le CEA d'un laboratoire dans l'Essonne à une entreprise privée suscite des interrogations de sûreté et de qualité de la surveillance. N'est-il pas ?

L'École des curées

À l'école des curetons,
T'y rentres pas par vocation,
Mais à coups d'pompes dans l'cul,
Forcé par une société corrompue.

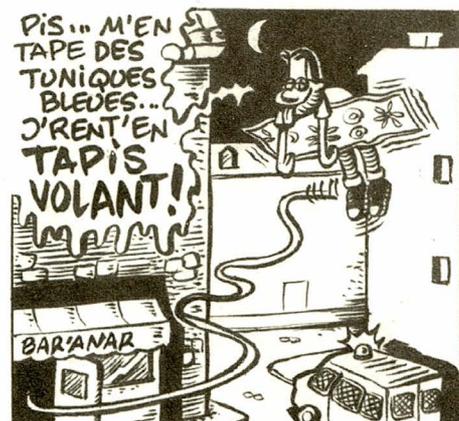
Levé à l'aube par une gueul'de bénitier,
Cé la corvée d'chiottes comm' à l'armée ;
Et l'soir, dans la carrée du soutaneux,
Entre deux pater, cé direct l'tête à queue !

Au nom du pape et d'la sainte tripotée,
T'es à genoux pour bouffer la purée,
Et t'faire souffler dans les bronches
Jusqu'à c'que leur morale t'vrille la tronche.

Pour eux, t'es jamais plus qu'un damné,
Et dans la noille, les croix ont pas fini d'brûler :
Trois fois maudits sont les antéchrist du turbin
Et les excommuniés du grand festin !

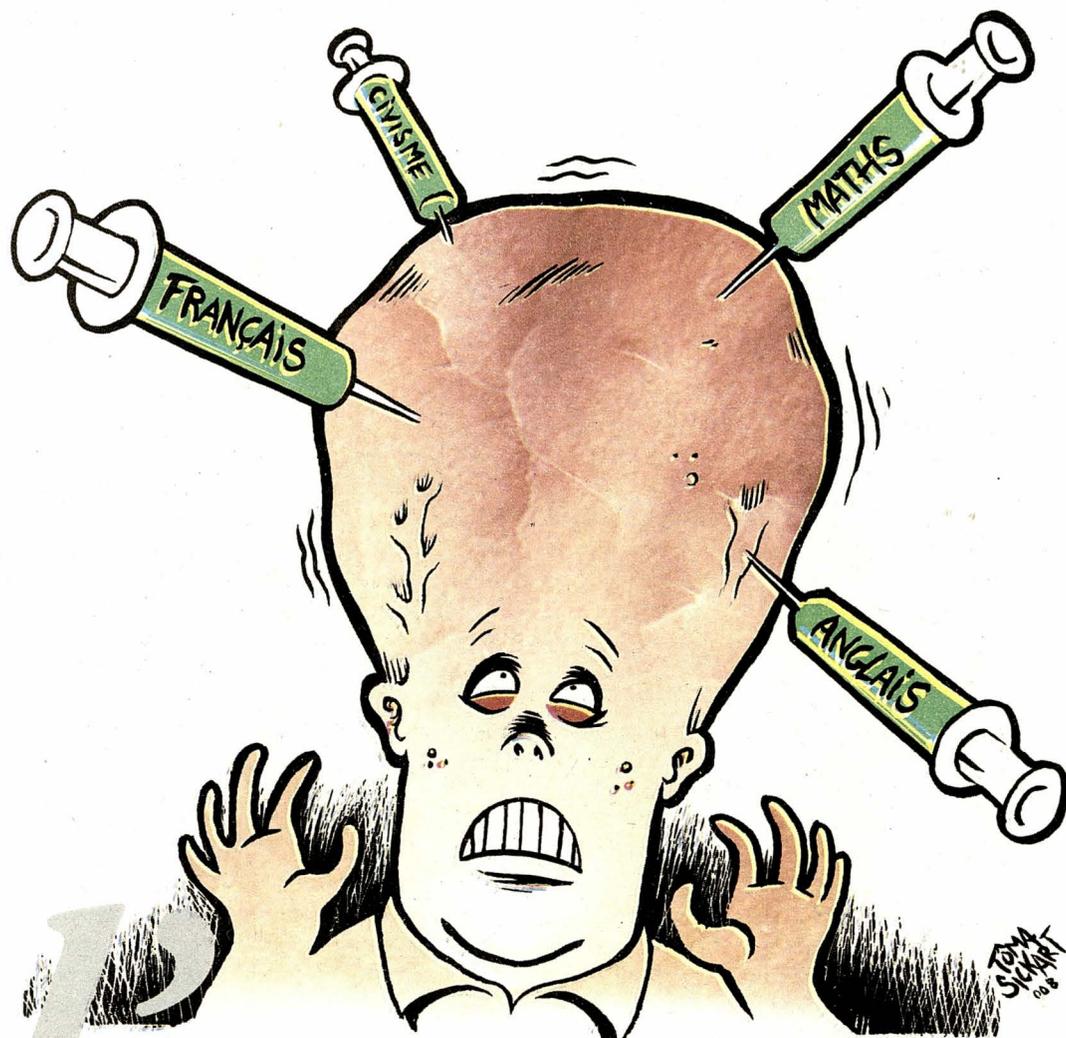
À l'école des curetés,
Pour pas t'faire baiser, fous-y jamais les pieds !
Et si t'en est sorti, r'viens avec ta bande
Exorciser c'lupanar de la truande !

Lolo Krokaga



L'école entre démission et punition

Épitaphe pour un enterrement en cours



Laurent Ott

L'ÉCOLE VIT UNE ACCÉLÉRATION sans précédent des réformes et mesures qui affectent durement son fonctionnement; pourtant les tendances que nous voyons aujourd'hui à l'œuvre trouvent leurs origines dans des choix assumés et confirmés plutôt anciens.

C'est dès 1984 et l'œuvre de celui qui se prenait lui-même pour « l'ombre de Jules Ferry » que l'école s'est durablement installée dans une voie, non démentie depuis, d'abandon progressif de son sens social, professionnel et politique.

Dès cette époque en effet et à la faveur d'instructions officielles qui, pour la première fois dans l'histoire de l'école, faisaient l'objet d'une publication en « Livre de poche » (preuve en était que lecteur visé n'était pas l'enseignant mais « l'opinion publique »), on voyait s'ouvrir l'ensemble des chantiers de destruction qui, ce jour, touchent à leur résultat final.

Une école qui abandonne l'éducation

Dès Chevènement, dans le discours officiel, l'école renonce à l'éducation en tant qu'objec-

tif digne de ce nom, et s'affirme du côté d'une transmission étroite de savoirs forcément « purs » et « fondamentaux ». C'est dès cette époque que l'idée d'une base, d'un socle, d'un « package » de savoirs minimaux à destination de la piétaille s'installe: savoirs fondamentaux qui ont tous la particularité d'être déçus de la vie, dépourvus de signification sociale, déconnectés du monde du travail et qui, divine providence, n'ont besoin pour se transmettre que d'un tableau noir et d'un enseignant qui fait « face ».

Fillon et Ferry donneront à ces savoirs fondamentaux leur « socle », toujours en usage, véritable SMIC opposable à destination de ceux qui... y ont le moins d'intérêt et qui sont en perpétuelle difficulté avec « les bases ».

Cela tombe bien, on pourra donc éternellement resservir à ce public rétif les mêmes cours, les mêmes exercices, les mêmes séquences et les mêmes photocopies du CE1... à la classe de 4^e..., pour son plus grand bien, on s'en doute.

Plus récemment on a quand même vu réapparaître le mot « éducation »; cette

DDD

réhabilitation est intervenue dans les discours des ministres comme au sein de nombreuses salles des maîtres ou conférences pédagogiques; il conviendrait de nouveau d'éduquer les enfants et surtout les jeunes, mais on se rend compte que dans sa nouvelle acception, le mot « éducation » est devenu inséparable de « responsabilisation »; l'idée de l'éducation qui en ressort est dorénavant du côté de la rééducation.

Éduquer aujourd'hui tel qu'on l'entend, c'est d'abord rééduquer l'enfant des habitudes néfastes de sa famille, des erreurs de sa culture d'origine et de ses mauvaises fréquentations (son mauvais quartier). Si d'aventure, on rappelle qu'à la base, éduquer c'est avant tout accueillir, prendre soin, faire de la place, accompagner, établir une relation de confiance et un climat de sécurité affective... on suscite souvent le plus grand étonnement et scepticisme.

Qui abandonne le temps des enfants

Une autre caractéristique de l'évolution de l'école, tout au long du XX^e siècle a été l'abandon progressif du temps de l'enfant; de moins en moins de jours d'école mais toujours aussi mal répartis du côté des horaires, des vacances sans fin où les enfants sont laissés dans un réel abandon, telle est l'évolution durable de l'école.

Aujourd'hui l'école prend encore toujours de moins en moins de place dans la vie des enfants; de ce fait, elle donne davantage d'importance à ce qui se passe dans les deux autres temps de l'enfance à savoir le temps familial et le temps libre. Cette importance accrue des « autres temps » renforce l'inégalité encore plus criante des enfants entre eux.

Certes, l'école n'a jamais été égalitaire; on a rabâché à juste titre que tout y était injuste dans le traitement qu'elle réservait aux enfants selon leur milieu. On sait comment les écoles riches pour enfants riches étaient encore plus richement financées que les autres, à tous les niveaux, depuis les dotations municipales, nationales... jusqu'à la coopérative d'école!

Mais malgré toutes ces sources d'inégalités en tous genres (moyens, traitements, parcours), l'école, au moins publique, était sans doute l'espace le plus commun entre les enfants comparativement à ce qui déroule hors temps scolaire et dans la vie des familles, où là il n'existe aucune référence commune.

L'école qui démissionne

Ainsi, nous sommes aujourd'hui confrontés à ceci, que la principale source d'inégalités de traitement et d'avenir pour les enfants plonge ses racines dans ce temps hors scolaire laissé justement en friche et à l'abandon. Qui dira combien les enfants sont de moins en moins égaux face à l'accès aux loisirs, à la culture, aux équipements éducatifs... Comment nombre d'entre eux sont relégués dans leur famille tandis que d'autres repoussent en permanence

plus loin le nombre de leurs bénéficiaires: séjours à thèmes, de découverte d'aventure, linguistique, technologique, etc. Pour les pauvres, ce sera temps de rattrapage à l'école (réforme Darcos), éventuel soutien scolaire, Programme de Réussite Éducative qui met leur famille sous contrat... et puis rien!

L'école qui sous-traite

Bien entendu tout ce que l'école ne fait plus, elle exige et prescrit que cela soit fait... mais à l'extérieur! Et c'est pour cela que l'école depuis 1984 impose à la fois le fait qu'elle est au centre de la vie de tout le monde (municipalités, familles, travailleurs sociaux, psys) et que c'est pourtant à tous les « autres » (mais pas à elle) qu'il revient de traiter les problèmes scolaires et, qui plus est, de venir soutenir les établissements et les enseignants.

Les parents sont bien entendu les premières victimes de cette démission institutionnelle; devenus sous-traitants de l'école (les parents d'aujourd'hui ne sont de bons parents que s'ils sont de bons parents d'élèves, ou – c'est la même chose – des parents de bons élèves).

Et les parents deviennent évaluables; pour cela on invente un nouveau concept de parentalité (inconnu avant 1970, quasiment inemployé avant 1997); or, hasard heureux, cette parentalité est définie du côté des compétences et ainsi on pourra l'évaluer, la mettre à l'épreuve ou sous contrat.

Nous vivons une situation historique unique où tout parent peut être convoqué à tout moment ou sommé de venir rechercher son enfant dans tout établissement; les renvois temporaires s'ils prennent la peine de se présenter comme « protecteurs ou conservatoires du point de vue de la sécurité », peuvent intervenir à la discrétion du collègue; à l'école élémentaire, il suffit de renommer « inclusion » ou « intégration » toute opération qui vise à imposer à un enfant et sa famille qu'il ne sera accueilli à l'école que quelques heures par semaine... et ça roule!

De plus l'école prescrit ses compléments, ses soutiens, ses remèdes, à la famille: Emmenez-le donc au CMP! Et accompagnez-le en orthophonie (seulement finançable pour les parents qui ont une bonne mutuelle... mais peu importe), et emmenez-le chez le graphothérapeute, faites-lui donner des cours, etc.

Les pauvres pourront toujours se rendre dans des dispositifs municipaux et gratuits mais les parents devront y montrer patte blanche, donner des signes de leur bonne volonté, de leur investissement, des gages positifs, signeront des contrats...

L'école qui pénalise, repère et punit

Car c'est bien de cela dont il s'agit; l'école qui abandonne doit aussi être l'école qui punit, qui sanctionne et qui désigne le sauvageon, le délinquant, le psychopathe. Et cette désignation prend la forme d'un parcours qui

commence tôt dans la vie de l'enfant; dès la maternelle, les parents négligents sont repérés, convoqués, les enfants sont mis en garde, écartés, évalués sur le plan comportemental...

Et, bien entendu, ce qui s'esquisse prend tout au long de la scolarité des traits de plus en plus affirmés; on convoque les parents depuis la maison du handicap, on astreint ces derniers à des partenariats étroits en attendant la mise en œuvre (lente mais sûre) des « contrats de responsabilité parentale » et des stages de rééducation (pardon, « de responsabilisation ») pour ces derniers.

Au passage le petit garçon des cités a tôt fait de recevoir l'étiquette de l'enfant instable, hyperactif, dangereux, soupçonné aussi au passage de délinquance sexuelle; la petite fille de milieu pauvre se voit quant à elle, proposer le statut à peine plus enviable de victime probable des premiers, et d'élève limitée (mais obéissante et méritante) que l'on orientera certainement dans les métiers d'aide à la personne. C'est qu'il en faudra du monde pour s'occuper de nos vieux!

L'école se spécialise ainsi peu à peu dans son nouveau métier qui est de concrétiser et de matérialiser ce qu'elle a très tôt prédit; pour cela les faits parleront d'eux-mêmes et, en effet, les parents dégoûtés vérifieront leur défaut de motivation et donneront au passage raison à ceux qui voudront leur faire endosser leurs propres trahisons.

Subitement, la casse

Et puis, il y a le tournant de cette rentrée, une accélération vertigineuse, un truc inouï, un désastre qui a évidemment fonction de nous laisser sans voix et sans réactions: l'école n'est plus qu'un cours de bachotage pour les plus pauvres, avec le soutien et les stages de rattrapage; les autres n'y passeront pas beaucoup de temps.

La structure est cassée, et on voit déjà les lézardes qui s'agrandissent: la déssectorisation, même si elle marque une pause, est un processus aussi irréversible qu'une fissure dans un barrage...

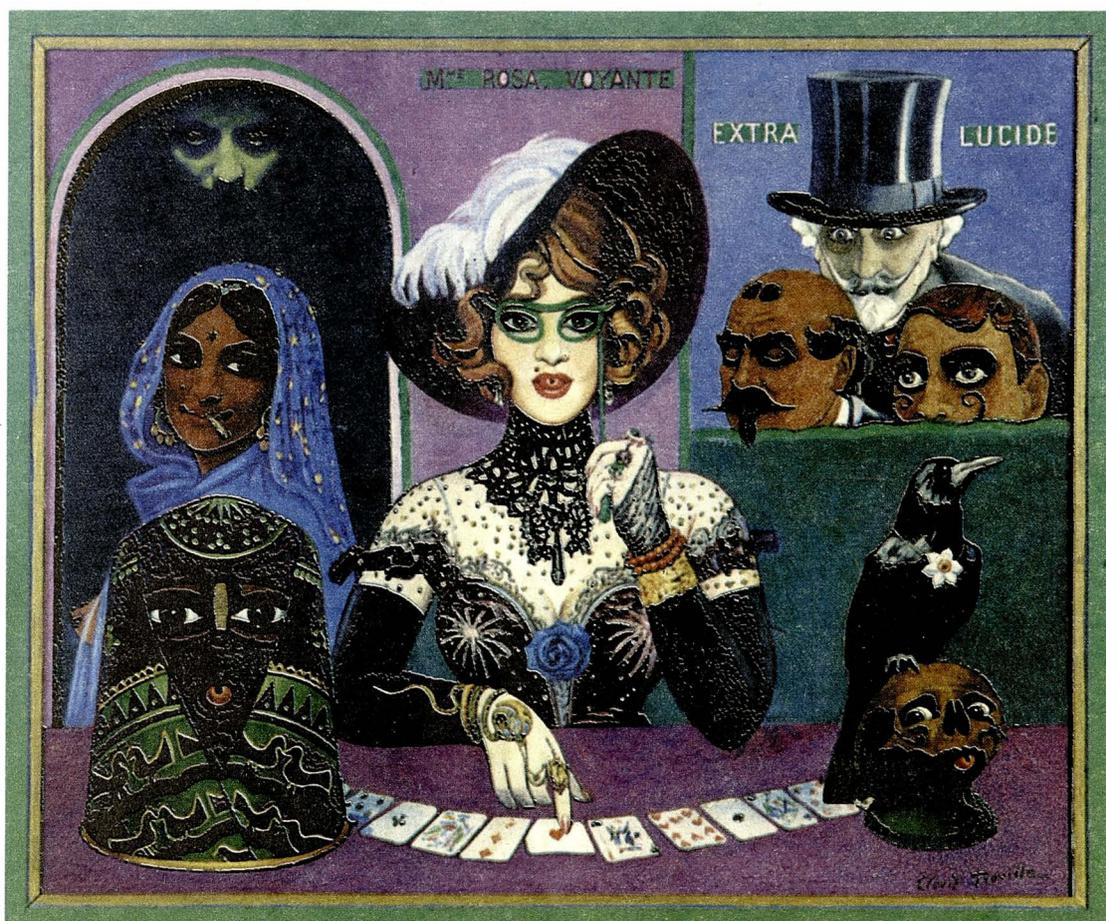
Les enseignants condamnés à la dépression (faute de révolte), voient maintenant un peu plus clairement, avec l'annonce de la disparition du peu de formation professionnelle qu'ils pouvaient recevoir, ce qu'est devenue leur fonction: une perpétuelle évaluation d'objets dont on a perdu le sens, l'utilité sociale et la fonction...

Une école à réinventer

Bien entendu, l'idée d'école est plus forte que la caricature grimaçante à laquelle on la réduit encore plus aujourd'hui. Cette idée a encore du sens, pour les enfants, pour les familles de quartiers populaires; c'est une idée qui mobilise, qui fait toujours rêver. Mais voilà cette école (la « vraie », pourrait-on dire), maintenant, c'est sûr, nous devons la créer ailleurs, hors les murs (et non pas « entre les murs ») de nos prisons. L. O.

À bas les bourses... financières

Jacques Langlois



Clovis Trouille, Madame Rosa, voyante, (très utile en ces temps perturbés)

MALGRÉ LES INJECTIONS massives de capitaux étatiques pour sortir de la crise financière (360 milliards d'euros en France, 1700 en Europe des 27, 2000 milliards de dollars aux USA en un an), la bourse des valeurs financières (actions, FCP, Sicav, etc.) continue de s'effondrer. Mais il ne faut pas confondre effondrement des bourses et crise du crédit. En fait, il y a trois crises simultanées : du crédit, de l'économie et de la Bourse. Cette dernière, avec laquelle on affole le bon peuple à coup d'annonces permanentes et spectaculaires sur la baisse des Bourses et du CAC 40, est de loin la moins grave. En fait, elle remet les pendules à l'heure car les titres étaient largement surévalués à cause de la spéculation financière et immobilière.

La première est de type économique : la récession, voire la dépression menace ; les seuls problèmes sont, non pas son arrivée, déjà effective, mais son degré de gravité et sa durée. Les Bourses la redoutent et l'anticipent ; en effet la récession économique est synonyme de moindres profits pour les entreprises. Or la valeur boursière des actions d'une entreprise cotée dépend de la spéculation à court terme, mais aussi et surtout de son rendement. Ce dernier dépend des dividendes distribués et des distributions d'actions gratuites aux actionnaires. Les dividendes sont mal partis

sauf si, ce qui a été autorisé par les pouvoirs publics, l'entreprise rachète ses propres titres pour les éliminer, ce qui répartit le même dividende global sur moins d'actions, donc l'augmente par action. Ces largesses, visant à faire grimper le cours de l'action, sont problématiques ; en effet pour racheter leurs titres les

La récession menace ; le seul problème est, non pas son arrivée, déjà effective, mais son degré de gravité et sa durée.

entreprises empruntaient jusqu'ici à des taux d'intérêt très bas. C'est fini par suite de la crise du crédit. C'est aussi la faiblesse des taux qui poussait aux opérations de LBO : un fonds spéculatif (genre Blackstone ou Carlyle) achetait une boîte en empruntant 80 % du montant nécessaire, faisait payer l'emprunt par l'entreprise rachetée tout en la pressurant à mort pour en extraire le maximum de plus-value (les fameux 15 % de rendement, de « return on investment » sont largement dépassés dans cette manip.) et finissait par la revendre au bout de trois ou quatre ans.

L'économie, donc va déperir. Pourquoi ? Le crédit devient plus cher car les banques ne se

prêtent plus entre elles (crédit interbancaire). Elles se méfient les unes des autres, car personne ne sait jusqu'à quel point chaque banque est engagée dans la crise des crédits hypothécaires survenue fin 2006 par suite de l'effondrement du marché immobilier aux USA, lié à la baisse du pouvoir d'achat et au renchérissement du taux d'intérêt. C'est pourquoi les banques centrales (BCE, FED, etc.) injectent des liquidités : elles prêtent à très court terme aux banques privées pour qu'elles puissent faire face à leurs engagements. Ces prêts sont plus coûteux que le précédent crédit interbancaire. Par ailleurs, si les banques centrales ont momentanément abaissé leur taux directeur (taux auquel les banques se prêtent entre elles), cela ne saurait durer. Le taux directeur commande tous les autres, notamment celui des obligations d'État largement achetées par l'étranger. La Chine dispose de plus de 500 milliards de dollars investis en bons du trésor américain. Vu les risques qui pèsent sur le dollar et l'économie américaine, elle va demander des taux plus élevés en menaçant de ne plus en acheter. Ce qui serait très ennuyeux pour les USA qui vivent à crédit depuis très longtemps aux crochets du reste du monde via leurs déficits budgétaires et commerciaux. La Chine (ou autres pays) ne mouffait guère car ces déficits lui permettaient

de fourguer sa camelote aux USA. Or quand le plan Paulson propose de racheter pour 700 milliards de dollars de titres pourris aux banques et aux compagnies d'assurance US, il le fait en émettant de nouvelles obligations du trésor, donc en augmentant encore plus la dette publique. De plus, les guerres d'Irak et d'Afghanistan ont fait grimper le budget militaire à 580 milliards de dollars pour 2009, ce qui accroît encore plus le déficit budgétaire. Enfin, les banques et assurances, engagées dans les subprimes, ont perdu beaucoup de capital dans leurs actifs détenus et dans leur valeur boursière propre (la valeur boursière de leurs propres titres : moins 50 % le Crédit agricole, par exemple). Du coup, leurs réserves obligatoires (actifs garantissant les dépôts et le volume des prêts) ont fondu et elles ne peuvent plus prêter comme avant. C'est ainsi la crise du crédit qui est en place malgré les injections étatiques.

Les pays qui ont de l'argent (Chine, émirats pétroliers) à ne savoir qu'en faire (marché des pétro et eurodollars) commencent à se dire que leurs placements risquent de ne plus valoir grand-chose. Ils vont préférer investir chez eux comme le fait Dubaï et comme devrait le faire la Chine pour satisfaire sa consommation intérieure et ses 900 millions de personnes dans le besoin. Conclusion, déjà pour ces raisons, le crédit va être restreint, d'où l'arrivée de la crise économique. Il y aura moins d'achats de logements ou de biens durables, moins de financement des entreprises, donc d'investissement, les banques étant devenues plus méfiantes et manquant de liquidités gratuites. En effet, les comptes courants non rémunérés et disponibles ont été ratiboisés au profit de comptes d'épargne sûrs et rémunérés; les gens placés devant l'incertitude du lendemain poussent leur épargne et abaissent leur consommation. Les heureux titulaires d'assurances-vie en actions (et non en euros, c'est-à-dire en obligations) ont déjà perdu 40 % de leur épargne; les bénéficiaires de retraites par capitalisation n'ont plus que les yeux pour pleurer; les fonds de pension sont obligés de vendre leurs titres pour pouvoir honorer leurs engagements de retraite, ce qui accélère la baisse de la Bourse, ce qui les oblige à vendre encore plus d'actions et ainsi de suite! Les retraités par capitalisation (rôle que joue l'assurance-vie en France) sont forcés de se restreindre et les futurs retraités de surinvestir pour sauver leur future pension. à propos, rappelez-moi qui en France pousse aux assurances-vie individuelles, aux compléments de retraite par capitalisation et au crédit hypothécaire revolving? C'est Tsarkovitch 1^{er} qui, maintenant, tient un discours anticapitaliste!

En effet, la demande solvable va être victime de l'accroissement du chômage enclenché par ces processus, d'où un cercle vicieux lié en même temps à la baisse du pouvoir d'achat vu que les entreprises pour survivre vont serrer encore plus les boulons en diminuant les salaires, les heures supplémentaires,

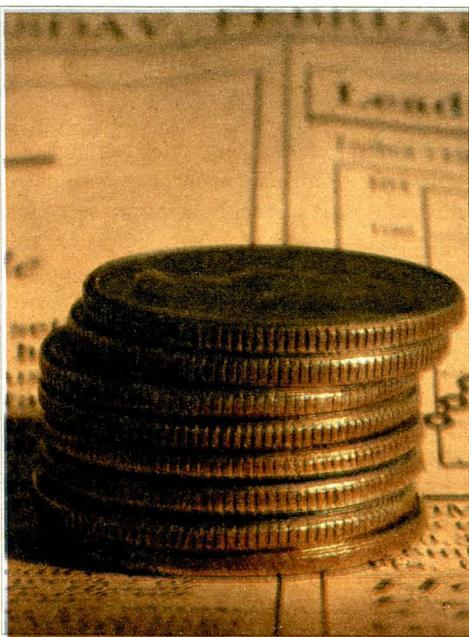
l'intérim et les CDD etc. C'est tout un monde favorable à la finance qui menace de s'écrouler à cause de la raréfaction du crédit, laquelle est contrecarrée par les mesures actuelles des gouvernements en faveur des banques et des industries. C'est avant tout celui du règne des banques et du crédit. En Occident, le crédit a pris une ampleur démesurée afin de développer la consommation en vue des profits de l'industrie et aussi de l'intérêt que les banques ont à en délivrer. Car elles en vivent grassement. Voyons comment et pourquoi les banques ont intérêt à pousser le crédit au maximum au point d'avoir conduit à la crise des prêts hypothécaires aux USA (on prêtait à des gens incapables de rembourser sans s'assurer de leur capacité à honorer leur emprunt) et au surendettement en France.

Il faut savoir que les banques prêtent 98 % de la masse monétaire en circulation; celle-ci est constituée de la monnaie fiduciaire (pièces et billets) dont les banques centrales ont le monopole d'émission et de la monnaie scripturale (chèques et titres de créances ou dettes). Les banques privées ne sont tenues qu'à détenir (réserve obligatoire) 2 % de la totalité des deux types de monnaie, sinon elles doivent acheter de la monnaie fiduciaire aux autres banques ou, en dernière instance, à la Banque centrale. La dette, représentée par le

Voyons comment et pourquoi les banques ont intérêt à pousser le crédit au maximum au point d'avoir conduit à la crise des prêts hypothécaires aux USA

crédit (billets à ordre, lettres de change, hypothèques, créances en tout genre), représente donc 98 % de la monnaie en circulation. Ce qui est déjà une simplification car il y a en outre toutes les assurances, dont les fameux produits dérivés. Vous prenez une option d'achat à terme sur n'importe quoi, donc y compris les denrées alimentaires ou les actions. Il y a un risque soit de baisse si vous spéculiez à la hausse, soit de hausse si vous le faites à la baisse; alors vous vous assurez pour couvrir le risque et, ô merveille, ces assurances sont vendables (produits dérivés). S'il y a une perte, le produit ainsi dérivé ne vaut rien du tout; mais l'achat lui-même du produit ou de l'action a toujours sa valeur en Bourse, même si elle est diminuée. Actuellement, les produits dérivés qui n'ont qu'une valeur fictive et spéculative représentent 55 000 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB des USA!

Revenons à la dette scripturale de crédit. Notons déjà que, au rebours de la croyance populaire savamment entretenue par les financiers, ce ne sont pas les dépôts qui créent le crédit, mais le crédit qui donne lieu à des dépôts pour l'essentiel, les 98 % de monnaie de crédit scriptural. Exemple: vous avez un prêt de 10 000, vous achetez une voiture, le



garagiste place ces 10000 dans sa banque comme dépôt, le banquier du garagiste va en prêter à son tour 98 %, et ainsi de suite... le crédit a donc un effet multiplicateur indéfini. D'où une précaution supplémentaire exigée des banques: avoir comme fonds propres 8,5 % de ses encours de crédit ou engagements – en Europe –, aux USA on est moins vétilleux). Les crédits font l'objet d'intérêts perçus par les banques, ce qui est aussi une création monétaire. Les banques (ou autres) ont le plus grand avantage à délivrer du crédit pour maximiser les intérêts perçus. D'où la profusion de cartes de crédit revolving à 20 % et le laxisme antérieur du crédit, surtout aux USA, en Grande-Bretagne et autres pays anglo-saxons. Or, le crédit n'a comme valeur que la garantie de son remboursement, d'où les précautions que prennent les banques normalement pour se protéger des risques de défaillance. Sauf aux USA... On a donc la curieuse situation, installée par les gouvernements au profit des banques, que la seule garantie de la monnaie la plus répandue est de la dette (synonyme de crédit), pas forcément remboursable! C'est ce qui s'est passé avec les subprimes pour prolos insolubles et qui maintenant s'étend aux classes moyennes ruinées par la baisse de valeur de leur logement et de leurs placements de retraite. Et cela va s'accélérer car les fonds spéculatifs (hedge funds) ou d'investissement en LBO (private equities) sont obligés de vendre de plus en plus de titres dévalués pour faire face à leurs engagements et dettes. D'où une accélération de la baisse des Bourses.

Il y a pire. Depuis 1973 en France (sous Pompe-dur, ex-banquier chez Rotschild, et Fiscard Destin, l'inventeur d'un emprunt-or qui a coûté au Trésor dix fois sa valeur), par suite d'un décret, la Banque centrale ne fait plus d'avances au Trésor. Or ces prêts étaient gratuits pour l'État pour la bonne raison que la Banque centrale était alors sa propre banque particulière et qu'une banque ne se fait pas payer d'intérêts par elle-même pour les prêts qu'elle se consent. Du reste, elle ne saurait se prêter à elle-même et avoir ainsi une dette. Ce qui veut dire aussi qu'avec ces avances, l'État ne souscrivait pas à une dette. Alors, la fameuse et actuelle dette publique de 1267 milliards d'euros n'existerait pas. L'envers de la médaille est que cette solution crée le risque que les gouvernants fassent tourner la planche à billets (inflation et dévaluation), ce qui ruine les rentiers mais facilite les exportations et avantage les débiteurs. En 1973, on a donc délibérément, en secret et sans débat au Parlement, choisi les rentiers et le capital contre les emprunteurs et les contribuables. Et depuis la Banque centrale est en outre devenue indépendante! Du coup, l'État est obligé d'emprunter aux banques privées ou émet des obligations pour financer ses déficits budgétaires.

Depuis 1981, l'État ne cesse de les accroître. Pourquoi? Déjà c'est un privilège

accordé aux riches qui souscrivent aux emprunts d'État, les intérêts étant payés par les pauvres contribuables. Mais aussi, augmenter le déficit et la dette publique est un moyen commode pour ensuite de hurler à la « faillite » de l'État (Dixit Fillon). Le discours de l'impécuniosité du pays, discours décliniste très en vogue et tenu notamment par Pébereau, banquier de son état, lors de son rapport de circonstance sur la dette publique est une magnifique prophétie auto-réalisatrice. Elle permet de vendre les actifs de l'État (entreprises publiques, participations, immeubles, etc.), qui ne sont du reste jamais pris en compte pour établir la dette nette, passif moins actif, comme le fait toute entreprise. Voilà un cas où la logique des entreprises, pourtant admirée et prônée par les libéraux, n'est pas imitée par les gouvernements, de gauche ou de droite! Elle autorise aussi de supprimer les investissements et les services

Ce casino ne pouvait durer perpétuellement et la crise n'est une surprise que pour les gogos.

publics pour forcer les gens à se tourner vers les fournitures privées (écoles privées, assurances individuelles, retraites par capitalisation, etc.). Alors, la ruine de l'État se réalise encore plus, ce qui vérifie la prophétie: l'État est impuissant et sans ressources, donc il faut privatiser, charger les collectivités locales et les mutuelles de santé, etc.

Rappelons que les intérêts sont eux aussi une dette et une monnaie scripturale – au service des riches. Alors nous sommes dans un contexte où l'essentiel de la monnaie en circulation repose sur un chouïa de monnaie fiduciaire, laquelle n'a plus aucune valeur réelle puisqu'elle n'est plus fondée sur rien depuis 1971 (abandon par Nixon de la convertibilité du dollar en or et, en 1973, monnaies flottantes entre elles sans référence à des garanties physiques). La monnaie est donc devenue imaginaire. Il n'est donc pas étonnant que le capitalisme financier l'ait transformée en gigantesque instrument de spéculation à son profit. Ce casino ne pouvait durer perpétuellement et la crise n'est une surprise que pour les gogos. C'est sans doute pourquoi les connaisseurs du système ont activé le processus: il fallait faire le maximum de fric (stock options, super-rémunérations, parachutes dorés, grosses commissions, etc.) avant qu'il ne s'écroule, quitte à précipiter la catastrophe prévisible. À l'aune de la raison fondamentale de la triple crise actuelle, chacun peut constater que les remèdes gouvernementaux ne touchent pas au processus et au système capitalistes consistant à faire de l'argent avec du vent. Rendez-vous à la prochaine crise après celle-ci et celles de 1987 (des caisses d'épargne aux USA), de 1997 (asiatique), de 2000 (internet).

J. L.



Les vrais vainqueurs de la

François Roux

« Moi mon colon celle que j'préfère,
C'est la guerre de 14-18. »

Georges Brassens

L'HISTOIRE DES VAINQUEURS. On sait que les manuels scolaires racontent « l'histoire des vainqueurs », celle que les dominants veulent transmettre afin de façonner une version des faits qui justifie leur domination d'hier et d'aujourd'hui. Les religions d'État ont ainsi effacé toute trace des hérésies qui les avaient contestées, les colonisateurs ont fait de même avec les résistances des peuples asservis, les bourgeoisies de tous les pays ont criminalisé les insoumis à l'ordre social et les stalinien ont enseveli leurs ennemis au sein du mouvement ouvrier sous les crachats et les calomnies. Des vaincus ne reste que le souvenir de leur défaite; la cause qu'ils défendaient a disparu dans le tri sélectif de la mémoire collective. Les syndicalistes révolutionnaires ont ainsi été effacés de l'histoire du mouvement syndical français comme les makhnovistes de la révolution russe et les anarcho-syndicalistes de la guerre d'Espagne, jusqu'à ce que, le temps ayant fait son œuvre, l'exhumation de leur lutte s'apparente à l'archéologie.

C'est ainsi que l'on inculque aux masses une conception darwinienne de l'histoire correspondant à la leçon que l'oligarchie dirigeante veut les voir tirer: les dominants sont à leur place au pouvoir; la preuve, c'est qu'ils y sont. Ce qui se décline ainsi: si les riches sont riches, c'est qu'ils le méritent; si les révolutionnaires ont perdu, c'est qu'ils avaient tort; puisque le capitalisme a eu raison de tous ses ennemis, c'est qu'il est le seul système viable.

La Grande Guerre au tamis de l'historiographie consensuelle

La guerre de 14-18 n'a pas fait exception à la règle. Après quatre années d'un conflit qui avait eu pour cause essentielle la concurrence économique entre les classes dirigeantes des puissances impérialistes, chaque gouvernement s'employa à justifier rétrospectivement son entrée en guerre, cause de la ruine du pays et de la mort ou de la mutilation de millions d'hommes. Pour les dirigeants de l'Allemagne vaincue, la tâche était malaisée. Les révolutionnaires se soulevèrent contre les militaires et les politiciens responsables de la catastrophe. Ils furent écrasés par l'alliance de toutes les forces qui avaient gouverné l'Allemagne en guerre: la social-démocratie, l'armée et les milices fascistes des Corps francs. Il en résulta outre-Rhin la thèse historique officielle selon laquelle

l'armée allemande n'avait pas été vaincue sur le champ de bataille mais « poignardée dans le dos » par les insurgés. Cette version fantasmagique de la défaite fit plus tard le lit du nazisme. En France, les flonflons de la victoire couvrirent les protestations de ceux qui demandaient des comptes pour les millions de soldats victimes de l'incompétence et du cynisme des chefs de l'armée. Au lieu de traduire en justice les généraux criminels, on leur édifia des statues. Un voile pudique fut jeté sur les offensives suicidaires, les régiments sacrifiés et les innombrables erreurs du commandement. On réhabilita les « fusillés pour l'exemple » qui avaient été « injustement » condamnés, mais pas les autres. Pendant quarante ans les mutineries de 1917 furent purement et simplement rayées de l'histoire (les encyclopédies et les ouvrages scolaires de l'entre-deux-guerres n'en soufflent pas un mot). Toute la classe politique ayant adhéré comme un seul homme à l'Union sacrée, y compris la plupart des leaders anarchistes, personne ne souhaitait s'appesantir sur la façon dont l'armée avait réussi à maintenir les fantassins quatre années durant dans l'enfer des tranchées¹.

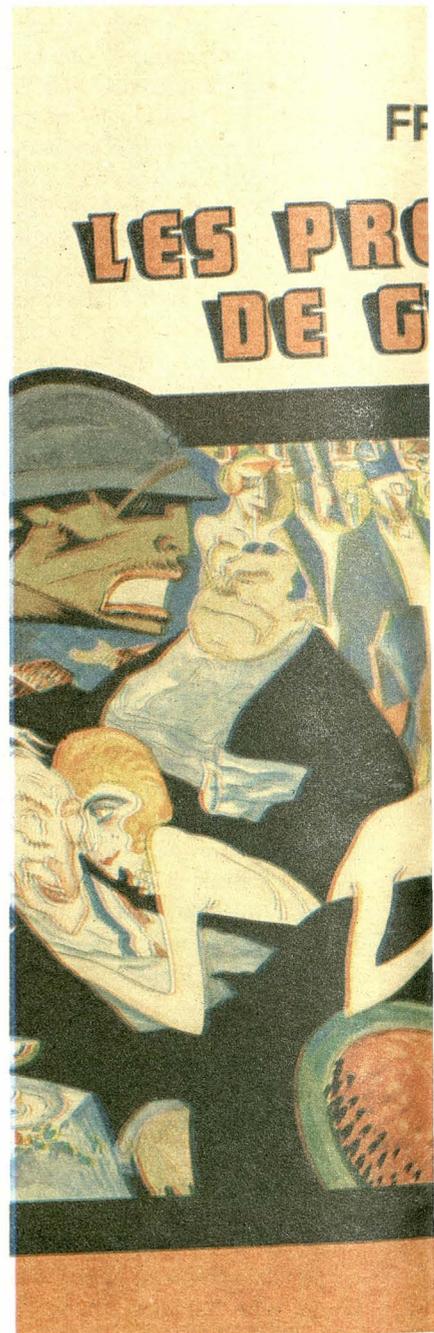
Ce n'est pas qu'on ait manqué alors de témoignages directs d'anciens combattants, mais voyez comment les choses sont naturellement bien faites: en 1925, alors que 300 carnets, journaux, mémoires... représentant 200 auteurs avaient été publiés, un seul d'entre eux était l'œuvre d'un simple soldat combattant issu de la classe populaire². Autrement dit, la mémoire de la guerre était transmise par les gradés et les embusqués et 90 % des combattants étaient représentés par moins de 0,5 % des témoignages.

Aujourd'hui, « Grande Guerre » fait toujours l'objet d'un rude débat entre historiens. D'un côté l'école dite « de Péronne », héritière de la tradition nationaliste qui soutient qu'elle avait rassemblé les Français dans un vaste « consentement patriotique »; de l'autre celle « de Craonne » qui pointe les contradictions de l'histoire consensuelle et constate au contraire que l'état de guerre atomise les sociétés plutôt que de les solidariser. Tout ceci, me direz-vous, reste confiné au débat entre universitaires. Seul conflit de toute l'histoire moderne qui ne soit pas synonyme de cinglante déculottée pour son armée, 14-18

reste pour la société française une guerre emblématique, marquée par l'esprit sacrificiel et patriotique.

Les arrières-cuisines de l'histoire

Voilà pourquoi l'étude — fruit de sept années de travail — que publie François Bouloc en ce 90^e anniversaire du dernier coup de canon de la grande boucherie ne viendra pas troubler les festivités commémoratives. Il y aurait pourtant de quoi car il traite des « profiteurs de guerre », un sujet propre à refroidir l'enthousiasme patriotique. « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels », disait Anatole France. Chacun sait bien, en effet, que la guerre moderne engraisse les « mercantis » et les « marchands de canons » tandis que le bon peuple se fait trouer la peau. Pourtant, jusqu'à ce jour, aucune étude historique n'avait été menée pour savoir exactement à qui et combien avait rapporté la



« Grande Guerre »



François Bouloc nous fait visiter la guerre de 14 comme on traverserait un grand restaurant. La salle où les chefs paraded, exhibant leurs étoiles, nous indiffère, tout comme les cuisines à l'heure du coup de feu. L'endroit qui nous intéresse se trouve tout au fond, à l'abri des regards. Ce sont les bureaux feutrés où se traitent les questions d'intendance, dans le calme et la sérénité.

Alors, qui sont-ils, ces « profiteurs de la guerre », discrets vainqueurs jamais célébrés? On ne sera pas surpris que les grandes familles de la bourgeoisie industrielle en fassent partie. Leurs représentants s'en défendent, bien sûr: n'ont-ils pas fait leur devoir patriotique en fournissant l'armée en armement, véhicules, habillement, nourriture? On leur reproche d'avoir fait des profits? Mais, une entreprise, ne doit-elle pas faire des profits? Et comment tracer la limite entre profit normal et profit indu? Aux imprécations des combattants contre les affairistes embusqués répondent les protestations de patriotisme des patrons qui se remplissent les poches au service du pays. Citant John Kenneth Galbraith, François Bouloc observe « la capacité des riches et de leurs acolytes à voir la vertu sociale dans ce qui sert leur intérêt et leur préférence et à présenter comme ridicule ou absurde tout ce qui ne va pas dans ce sens [ainsi que] la tendance correspondante des économistes à trouver une vertu à ce qui agréé aux gens aisés et respectables [...] »

Les marchands de canons présentent mieux que les gagne-petit. Le projecteur de l'histoire met soudain en lumière tout un monde de croquants, de trafiquants, de mères maquerelles et de mercantis installés en arrière du front, qui profitent des combattants et leurs vendent à des prix exorbitants, qui sa piquette, qui sa gnôle, qui sa fillette.

La mémoire sélective de l'histoire consensuelle.

La guerre est une crise et, comme toutes les crises, elle commence par exacerber les antagonismes économiques et sociaux au bénéfice de la classe dominante. Le travail de François Bouloc infirme donc une fois de plus, s'il en était besoin, la thèse de l'union patriotique et du sacrifice collectivement consenti entre 1914 et 1918. Il met également en relief, à travers la destinée posthume des

profiteurs de guerre, la manière dont s'écrit l'histoire consensuelle. Le sujet n'était nullement tabou pendant la guerre, bien au contraire: les lettres et les carnets des combattants retentissent de leurs cris de rage contre les riches fêtards qu'ils voyaient se presser dans les restaurants et les théâtres illuminés des villes qu'ils traversaient sur le chemin de leur permission. L'expression « On réglerá nos comptes plus tard » fut relevée des centaines de fois par le contrôle postal. Pourtant, dès la victoire célébrée, les « profiteurs » disparurent du tableau historique. Quelques procès eurent bien lieu çà et là suite à des dénonciations, justifiées ou non, mais la furieuse colère des poilus retournés dans leurs villages s'était tue. Les débats feutrés des prétoires sur la culpabilité des firmes et de leurs dirigeants n'intéressaient guère les journaux. Qui aurait eu intérêt à insister sur le grand marchandage qui s'était déroulé dans le dos des combattants? La classe politique tout entière et les syndicats ouvriers avaient soutenu le mythe de l'Union sacrée; ils ne pouvaient se déjuger. Les non-combattants, dans leur ensemble, voulaient oublier la guerre. Tous les Français ou presque préféreraient entretenir le mythe de l'Union patriotique plutôt que regarder en face la société pourrie pour laquelle avaient souffert et étaient morts tant de millions d'hommes. Quant aux profiteurs eux-mêmes, a-t-on jamais vu écrire des: « Mémoires d'un profiteur de guerre »? C'est ainsi que, tout naturellement, un des thèmes les plus présents et les plus polémiques dans les écrits des contemporains disparut de la mémoire collective pendant presque un siècle.

F.R

1. Lire: François Roux, *La Grande guerre inconnue*, éditions de Paris/Max Chaleil, 2006.

2. Il s'agit de Henri Volatier, *Lettres à sa fiancée*, éditions Beauchesne, Paris, 1918. Cette constatation avait été faite par Jean-Norton Cru, historien de la Grande Guerre et ancien combattant lui-même.

François Bouloc, *Les profiteurs de guerre, 1914 - 1918*, éditions Complexe, 2008, 386p, 26 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire.

Grève des Météos

Les mauvais jours finiront !

TOULOUSE, VENDREDI 24 OCTOBRE,

14 heures, les banderoles revendicatives flottant devant le site de Météo-France sont descendues par l'administration. La grève reconductible avec piquet devant le 42, rue Coriolis est terminée. La suspension du mouvement sous sa forme actuelle a été votée par plusieurs centaines de météos. Les 4 syndicats (SPASMET-Solidaires, CGT, FO et CFDT) ont acté que le rapport de force était insuffisant pour faire reculer la direction et son ministère de tutelle, le MEEDDAT (Borloo) sur le non-remplacement d'un départ à la retraite d'un fonctionnaire sur deux. Sur le deuxième point de la plate-forme intersyndicale, l'implantation territoriale des centres départementaux de la météo (CDM) des avancées plus ou moins significatives ont été obtenues.

Trois niveaux

Météo-France comprend des sites centraux : Paris (la Direction), Toulouse (les services opérationnels et recherche), des sites régionaux (Centre, Sud-Ouest, Ouest.) et les CDMs dans chaque département : ces derniers étaient visés par la reconstruction à grande échelle avec fermeture à la clef de plus d'un CDM sur deux à l'horizon 2012.

Une casse du service public météo dictée uniquement par des motifs économiques et non techniques. La meilleure preuve en fut la réquisition pour des raisons de conditions météorologiques délicates d'un prévisionniste d'un centre départemental l'empêchant ainsi légalement d'exercer son droit de grève, doutant ainsi du professionnalisme et de la responsabilité des météorologues. Or ce centre doit être fermé suivant les critères de la direction.

La lutte

Depuis la divulgation du projet de la direction, il y a un an, la mobilisation des météos n'a pas faibli à travers les grèves successives, une manifestation nationale à Paris le 5 juin. Une montée en puissance de la mobilisation loin d'être spontanée, mais coordonnée régionalement et nationalement à travers des AG intersyndicales.



Dès le lundi 13 octobre, dans les principaux centres régionaux des piquets de grève plus ou moins filtrants s'installaient. Le mardi 14 octobre la convergence des grenouilles (le surnom des météos) commençait vers le site toulousain, munies de leurs sacs de couchage. Mardi soir, après une AG, le site central était totalement bloqué. Vers 22 heures, l'ambiance festive (barbecues et musique) fut troublée par les sommations policières et les lacrymos de la BAC.

La police s'assurant simplement que les réquisitionnés pouvaient effectuer les tâches essentielles à la sécurité des biens et des personnes. Mais du fait de l'automatisation régnante, toutes les tâches alimentant le grand public ont fonctionné alimentant les médias, en mode dégradées certes.

Dès lors, à l'entrée du site, les météos ont commencé les barrages bloquants/filtrants laissant passer sur le site que certains services. Les décisions de qui devait rentrer étant prise en AG et appliquées avec discernement par les piquets où se mélangeaient météos locaux et provinciaux.

En région la grève continuait en fonction du rapport de force, avec parfois constats d'huissiers relevant les noms des bloqueurs donnés par des encadrants zélés.

Météo clémente pour les grévistes

Au fil des jours, un village d'irréductibles gaulois s'installa devant la météopole Le

mercredi 22 une soirée festive de soutien fut organisée avec des « artistes » météos. Des dizaines de syndicalistes y sont passés témoigner de leur solidarité ainsi que quelques politiciens professionnels. Le village gaulois ressemblait plutôt au zoo à visiter pour être tendance « Convergence des luttes » ou plus simplement résumer « Armons nous et partez ».

Au cours des ces 10 jours de conflits de nombreux tractages d'informations ont eu lieu : manif antifichage Edvige, la gare, le Capitole, la cité administrative etc.

L'ambiance syndicale fut parfois orageuse entre ou au sein des organisations syndicales mais ne rompit jamais.

Le retour du froid accompagnant la reprise du travail et les nombreuses absences dues aux congés de la Toussaint font que le climat n'est pas trop tendu.

Que retenir de cette grève inoubliable ?

Un résultat concret en deçà du niveau de la mobilisation. La volonté affirmée des météos de préférer des emplois (le futur) au fric (l'immédiat), encore moins sous forme de prime au mérite.

Une parole libérée lors des AG de grève reconductible quotidienne, des participations aux tâches banales et quotidiennes assurés spontanément (piquet, bouffe.).

Des potins ridiculisant les chefs et les arrivistes ont circulé dans la bonne humeur et même des conversations professionnelles se sont tenues.

Plus touchant, des vieux copains de promo se reconnaissaient plus ou moins facilement après les dizaines ou vingtaines d'années passées.

Des libertaires organisés ou pas se retrouvant unis dans l'action concrète.

Prix à payer, conditions de la reprise

Évidemment, la direction intransigeante a refusé les demandes intersyndicales de « neutraliser » la période où le site fut bloqué : comment reconnaître les bloqués et les bloqueurs sans présence d'huissier sur le site toulousain.

Comme dans d'autres conflits sociaux du même type, elle veut vider les caisses de grève intersyndicale (régionale et nationale). C'est de bonne guerre... de classe!

A. N. Ticiclaune

États-Unis

Piège à la Convention



Photo de Nigel Parry : Capitole de Saint Paul.

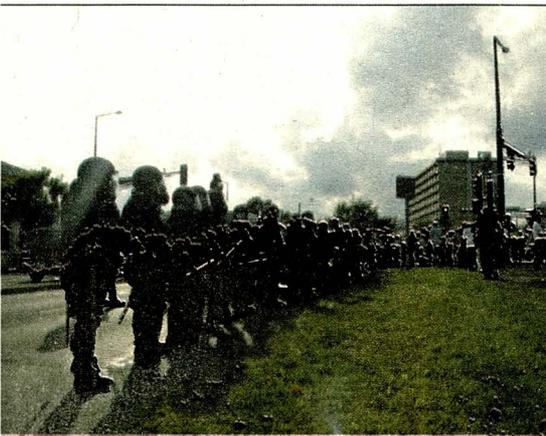
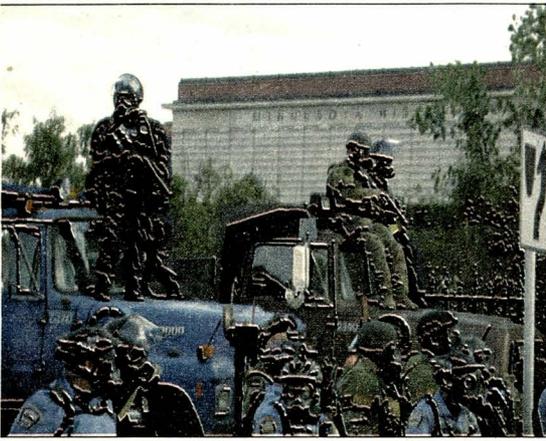
Exactions policières et chasse aux « anarchistes », telle fut la toile de fond de la toute récente Convention républicaine qui s'est déroulée cet été à Saint Paul, Minnesota.

Jean Rochard

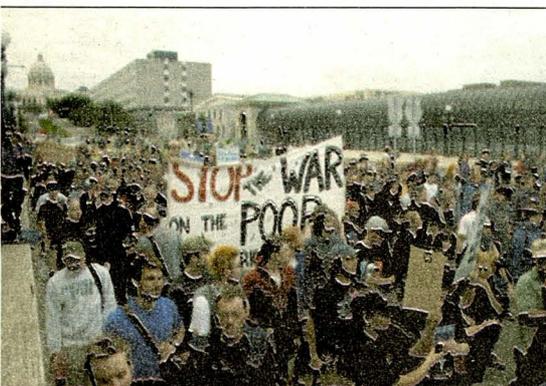
LORSQU'EN AOÛT 1968, pendant la Convention démocrate à Chicago, la répression policière se déverse sur les manifestants contre la guerre du Vietnam, ceux-ci hurlent « Le monde entier regarde », se faisant copieusement tabasser alors que les caméras de toutes les grandes chaînes de télévision filment. Quarante ans plus tard à Saint Paul (Minnesota) pendant la Convention républicaine, lors des violents et constants assauts des forces de police et de la Garde nationale contre les manifestants anti-guerres d'Irak et d'Afghanistan, certains avaient repris le même slogan, mais cette fois-ci le Monde n'en verra pas grand-chose. Entretemps, les grands médias, sagement regroupés loin de ces événements-là et seulement prompts à commenter les imbécillités de Sarah Palin ou entretenir des faux suspense sur les candidats à l'élection présidentielle, sont devenus, en espèces et en pensée, propriétés des groupes multinationaux qui régissent la planète.

Convention républicaine 2008

Décembre 2006, il est confirmé que la Convention républicaine 2008 se tiendra dans la capitale du Minnesota, Saint Paul (la dernière fois, c'était en 1892), du premier au quatre septembre. Le maire démocrate Chris Coleman, âne aimant à se penser aussi gros qu'un éléphant¹, y voit l'opportunité pour sa ville d'une exposition médiatique hors pair et d'un bon business pour les commerçants. Les Conventions américaines, républicaines ou démocrates, deux faces du même parti dirigeant, bien que censées révéler le nom du postulant – connu depuis des lustres – au titre de candidat à la présidence de la plus puissante nation du monde, sont en réalité une sorte de savant mélange de propagande et de divertissement : oublier – ou justifier, c'est pareil – la guerre, la crise, continuer à se sentir puissant et unique. Le maire, se frottant le doigt dans l'œil jusqu'à l'os du fantôme de George Washington, assure ses administrés pour le



Photos de Nigel Parry.



Photos de Brendon Scherer.

moins inquiets (le sentiment anti-Bush ici est fort) de sa capacité à contrôler parfaitement les événements. Quelques-uns décident d'agir. Le RNC Welcoming Committee², groupe composé d'anarchistes et antiautoritaires des Twin Cities³, se crée dès l'annonce de cette calamité et annonce franchement la couleur sur son site internet: « Le RNC Welcoming Committee servira de relais à l'information et à l'organisation de la résistance à la Convention. [...] Notre nombre est grand et il est temps que nos actions le reflètent: Nous invitons tous les individus et groupes partageant ces idées à participer sur les bases suivantes:

- Rejeter le capitalisme, l'impérialisme et l'État,
- résister à l'exploitation de la terre vivante que nous partageons,
- organiser les principes de décentralisation, autonomie, soutien et aide mutuelle,
- œuvrer pour en finir avec les relations de domination qui prennent leurs racines dans le patriarcat, les discriminations de race et de classe et l'homophobie (liste non-exhaustive),
- s'opposer au complexe policier, militaire et industriel et maintenir une solidarité avec tous ceux qui sont la cible de la répression d'État,
- se confronter directement aux systèmes d'oppression et respecter le besoin d'une diversité de tactiques. »

Le RNC Welcoming Committee

Mi-août, le RNC Welcoming Committee ouvre le Convergence Center, lieu d'accueil. Sous haute surveillance, la ville, coupée en deux, se transforme le 29 août en zone de guerre avec ses checks points, ses barbelés, ses sacs de sable, ses palissades de béton, son système de vidéo-surveillance ultra-sophistiqué, son nombre record de policiers (à motos, vélos, autos, bateaux, hélicoptères, chevaux) arrivés de tout le pays, ses gardes nationaux, l'ensemble supervisé par les services secrets, le FBI, la CIA et le Homeland Security. Le soir, alors que les occupants du Convergence Center terminent de dîner, des policiers armés font irruption. Sans présenter de mandat de perquisition, ils hurlent à toutes et à tous de se mettre ventre à terre, les menotent, puis enfoncent les portes des pièces à l'étage. Ils saisissent les ordinateurs, la littérature, fichent puis relâchent soixante personnes avant de procéder à la fermeture sous scellés du lieu. Le conseiller municipal Dave Thune intervient, soulignant l'illégalité de l'intervention. Il obtient le lendemain la réouverture du lieu. Il se verra ensuite accusé d'« amitiés anarchistes ». Les avocats de la National Lawyer Guild et du collectif Coldsnap sont également sur place. Ils seront, durant la totalité de la Convention, en disponibilité solidaire 24 heures sur 24. Le sheriff Fletcher, qui a commandé l'opération en liaison avec les services secrets, devient vite le symbole justifié d'une répression monstrueuse. Le matin suivant, ses hommes perquisitionnent trois maisons, confisquant biens

personnels et effets familiaux avant d'arrêter huit membres du RNC Welcoming Committee: Monica Bicking, Garrett Fitzgerald, Erik Oseland, Nathanael Secor, et Eryn Trimmer, puis plus tard, Luce Guillen-Givins alors qu'elle quitte une réunion publique. Rob Czernik et Max Spektor seront arrêtés le lundi 1^{er} septembre. Ces huit deviennent les RNC 8, triste rappel des Chicago 8 de 1968. Accusés de « complot provoquant des émeutes à des fins terroristes », ils seront provisoirement libérés sous caution de 10000 dollars le 4 septembre à l'issue de la Convention. Les maisons où séjournent les médias indépendants font également l'objet de raids similaires. Les bus des manifestants qui arrivent en ville, comme celui du groupe de musiciens Rude Mechanical Orchestra, sont interpellés, bloqués, fouillés. Le sheriff Bob Fletcher déclare lors d'une conférence de presse que s'ourdait un complot conduit par 35 anarchistes des Twin Cities « pour détruire la ville ». Grossier alliage d'intoxication intellectuelle alliée à la force hautement répressive. L'anarchiste est alors le parfait bouc émissaire. Le but: empêcher toute dissidence, toute critique sérieuse, décourager toute manifestation.

La marche des Veterans for Peace

Lors de la marche des « Veterans for Peace⁴ », le dimanche, les arrestations continuent, comme celle de Betty McKenzie, 78 ans, membre de WAMM⁵. L'intimidation est totale. Le lendemain, journée officielle d'ouverture, la manifestation imposante contre la guerre coordonnée par le très actif Antiwar Committee – on y remarque les collectifs anarchistes « Direct action against capitalism » et « Funk the War » ainsi que les syndicalistes de l'IWW – se voit « engagée » lorsqu'elle passe à proximité du lieu de la Convention dans un espace appelé sans humour « free speech zone » par les autorités. Sinistre point d'orgue en fin d'après-midi, les arrestations de 400 personnes dont la journaliste indépendante Amy Goodman de Democracy Now et son équipe. Le mardi 2 septembre, la marche des pauvres connaît la même issue et comme la veille, la police utilise abondamment pepperspray, gaz lacrymogènes, tasers, matraques. Les jeunes sont très visés: Elliot Hughes, 19 ans, torturé dans les prisons du sheriff Fletcher, une autre jeune fille de 18 ans frappée à coup de bicyclette ou encore un mineur de 17 ans arrêté puis relâché au petit matin loin de chez lui après s'être fait enfiler de force un tee-shirt « Remember 9 november ». Le groupe Rage Against the Machine tente un concert surprise, la police l'en empêche. Tous les ponts qui mènent au centre-ville sont bloqués. La soirée s'achève par un concert au Black Dog du groupe The Coup de Boots Riley accusé par le magazine Newsweek (dans un article honteusement relayé par le *Nouvel Observateur*) d'être la musique écoutée par les anarchistes dans « leurs camps d'entraînement ».

Conférence de presse

Le jeudi 4 septembre, dernier jour de la Convention, le RNC Welcoming Committee a décidé de donner une conférence de presse au Convergence Center en invitant les représentants du Poor People's Economic Human Rights Campaign. Pour s'y rendre, il faut bien connaître la ville et emprunter un chemin assez compliqué car le pont d'accès direct est fermé à la circulation y compris piétonne. Il y a néanmoins affluence. Contrairement à ce qui a été relaté dans *Newsweek*, aucun mystère n'est fait sur les identités des personnes dont les noms sont affichés à l'entrée de la salle. Parmi les intervenants, Betsy Raasch-Gilman, activiste non-violente (elle refuse depuis 1978 de payer sa part d'impôt allouée aux dépenses militaires). « Les raids que nous avons vus cette semaine sont très similaires aux raids des Marines en Irak ou Afghanistan. Le gouvernement ne peut plus conduire indéfiniment sa politique ultra-répressive sans l'amener à domicile [...]. Aussi lorsque les responsables de ces abus de pouvoir arrivent dans ma ville, je me dois de me lever, de prendre la parole contre eux. Je le dois à mes amis d'autres pays, je le dois aux habitants de la Nouvelle-Orléans, je le dois aux Indiens d'Amérique. Je le dois à tous [...] L'atteinte à la propriété privée est considérée comme une violence par les mêmes qui la pratiquent allègrement ailleurs [...] Certains autres considèrent le capitalisme comme une violence. C'est mon cas. »

Youth Against War and Racism

L'après-midi est prévue une manifestation de Youth Against War and Racism intitulée « No peace for war makers ». Les étudiants ont débrayé pour se rendre massivement au Capitole. La police ferme les ponts, séparant les manifestants. Un traquenard! Pour avoir le champ libre, les autorités policières ont prévenu par e-mail le matin tous les employés des bureaux de cette zone, que des « anarchistes préparaient un coup » et qu'il fallait quitter les bureaux à treize heures. Le groupe de rap Junkyard Empire joue alors que les policiers se se préparent à casser du manifestant. « Ça va être un massacre! » lâche un passant. Effectivement! La police frappe sur tout ce qui bouge et rafle à tour de bras (le nombre final d'arrestations est de 818 dont 40 journalistes, la RNC s'était pourvue d'une assurance de dix millions de dollars pour les bavures policières). À quelques encablures, John McCain prononce son discours devant de béats républicains.

Une vague de solidarité

Lors de la réunion à la salle du conseil municipal le 24 septembre dernier, Jess Sundin de l'Antiwar Committee donne le ton. « Dépensez 50 millions de dollars pour vous assurer que la Convention Républicaine ait ses aises et vous obtiendrez le véritable prix: chaque unité de police œuvrant pour réduire au silence les voix contre la guerre et

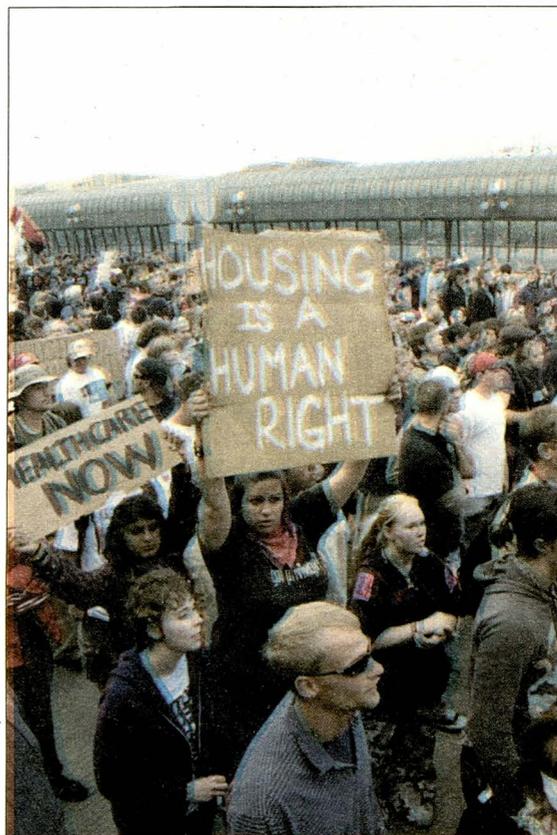
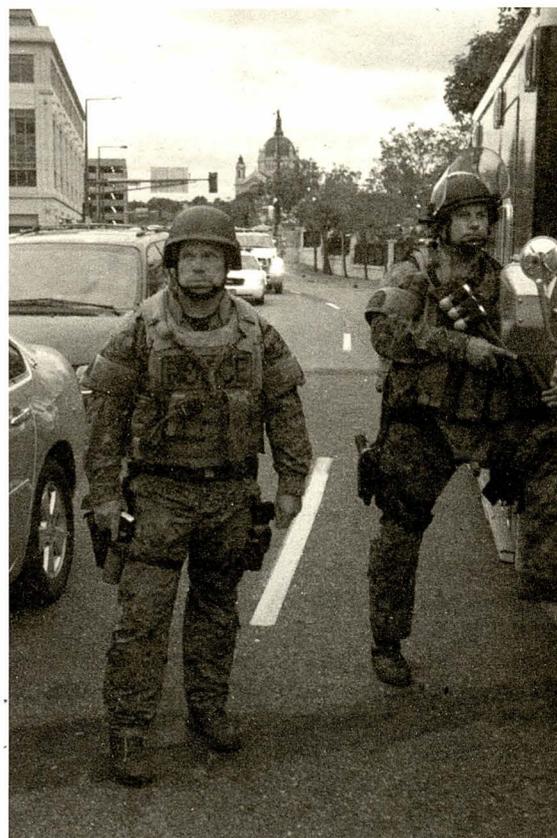
tenir à distance celles de la dissidence. » Elle fait lever les deux tiers de la salle qui brandissent le poing demandant, comme de nombreux autres intervenants, la relaxe immédiate des inculpés anarchistes. « Comme nous continuerons à marcher contre la guerre en Irak, nous nous souviendrons de celle que vous avez laissé faire l'espace d'une semaine, ici dans les rues de Saint Paul, pour protéger les grands patrons, les généraux et les politiciens qui ont apporté au monde la guerre en Irak. Honte à eux, honte à vous! ». Cette réunion houleuse a été convoquée par le conseiller municipal Dave Thune (sans l'aval du maire Chris Coleman) au nom de la réconciliation, mais il est bien tard. 22 des 23 témoins expriment leur choc, leur colère ou leur dégoût après l'invasion militaro-policière subie par leur cité (et le coût monstrueux de la « sécurité »). La mairie a reçu, en une semaine, six mille lettres de protestations contre les arrestations injustifiées. Aujourd'hui, les RNC8 sont toujours inculpés et une vague de solidarité à leur endroit s'est heureusement déclenchée: « Il est un fait avéré que nous vivons désormais dans un État policier – certaines personnes l'ont réalisé pour la première fois dans les rues de Saint Paul pendant la Convention, mais d'autres doivent endurer cette réalité toute leur vie: gens de couleur, pauvres, travailleurs, immigrants sont harcelés et criminalisés chaque jour. La répression contre nous 8 nous aide à comprendre ce qu'ils supportent dans leur quotidien. Parce que nous sommes des organisateurs politiques ayant bâti un sérieux tissu relationnel, parce que certains d'entre nous ont des privilèges de formes diverses, couleur de notre peau, classe sociale, éducation, et parce que nous avons la possibilité d'être soutenus par un réseau national, nous sommes chanceux. Alors que nous demandons un soutien de quelque forme qui vous convienne, et que nous avons besoin de ce soutien pour rester libres, nous vous demandons aussi de penser notre affaire comme un indicateur récent du climat d'oppression dans lequel nous vivons. La meilleure solidarité est de continuer la lutte. Nous espérons que votre soutien puisse être une petite partie d'un bien plus large mouvement de changement social. »⁶

J.R.

Pour soutenir les RNC 8 www.rnc8.org

À voir: *Terrorizing Dissidents* réalisé par Indy média et Glass Bead Collective www.terrorizingdissent.org

1. L'âne est le symbole du parti démocrate, l'éléphant celui du parti républicain.
2. RNC: Republican National Convention.
3. Twin Cities: Minneapolis et Saint Paul, deux villes jumelles parce que collées.
4. Anciens militaires devenus antimilitaristes.
5. Women against Military Madness.
6. Lettre des RNC8 du 5 octobre.



Photos de Brendon Scherer.

Le laboratoire des chèvres

L'ingéniosité US est sans limite

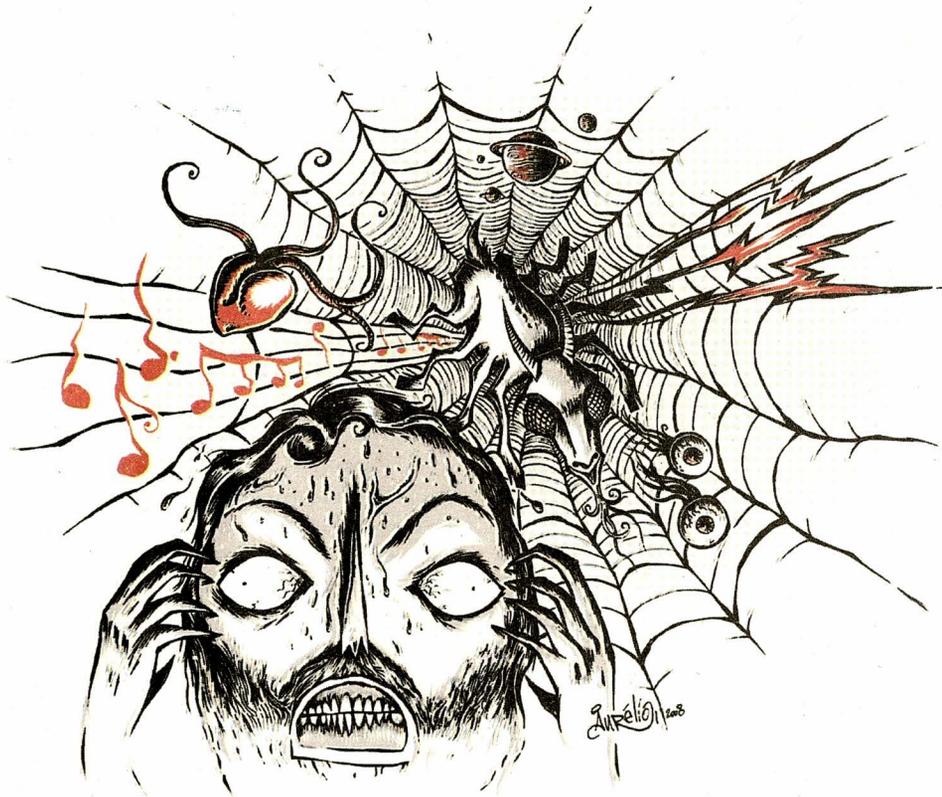
LE BON SENS VOUDRAIT que les services secrets ne recrutent que des personnes d'esprit stable et de mœurs éprouvées. La lecture du livre de Jon Ronson, *The Men Who Stare at Goats*, « les hommes qui regardent les chèvres », tend à jeter un doute à ce sujet.

Il raconte en effet, entre autres, l'étrange aventure du Goat Lab, le laboratoire aux chèvres, et du First Earth Battalion, le premier bataillon terrien. Dans ce laboratoire aux chèvres américain, on menait des recherches fascinantes; par exemple, comment transférer les gènes qui permettent aux araignées de filer leurs fils (plus résistants que l'acier) à des chèvres qui produiraient un fil surpuissant dont on tisserait des gilets pare-balles d'une légèreté extraordinaire? On testait toutefois aussi l'hypothèse selon laquelle un guerrier pourrait faire éclater le cœur de son adversaire. Par la pensée.

Car si Uri Geller peut ramollir une petite cuillère par la pensée, on ne voit pas pourquoi un US Marine échouerait à faire exploser le cœur d'un rastaquouère par la pensée.

On ne s'en tenait pas là, puisque l'invisibilité était elle aussi enseignée, simple extension de la notion de camouflage.

Tout ceci était l'œuvre du lieutenant-colonel Jim Channon. Il avait remarqué au Vietnam que la thèse du général Marshall selon laquelle seuls 15 à 20 % des soldats américains ont tiré sur leurs adversaires pendant la Seconde Guerre mondiale était exacte. Les recrues normales n'aiment pas assassiner. Perturbé par une telle inefficacité, Jim Channon reçut de l'argent du Pentagone pour étudier plus de 150 organisations, sectes, thérapies énergétiques, ayurvédiques, cosmiques et karmiques, centres de rééquilibrage du Ki, écoles de communication avec les anges, laboratoires de vibrations éthériques et autres « instituts de malice » comme les nomme l'*Abrégé de Démonologie* de Jacques Vaquié (éditions Jeanne d'Arc). En 1979, Channon écrit le *First Earth Battalion Operations Manual*. Les « Warrior Monks » les moines guerriers qui composeraient le bataillon seraient équipés de régulateurs à ginseng, d'instruments de prophéties, se nourriraient de plantes « intensifiant la vision nocturne », de haut-parleurs diffusant des paroles de paix, ou des sons discordants en



cas d'hostilité (on sait que, depuis le siège de Noriega au Panama ou de David Koresh à Waco et jusqu'aux séances d'interrogation à Guantanamo, l'armée américaine utilise l'arme sonore avec une certaine efficacité). Ils sauraient arrêter leur cœur volontairement et sans conséquences mortelles, calculer plus vite qu'un ordinateur et lire les pensées de l'ennemi.

Non seulement Jim Channon ne fut pas chassé de l'armée, mais on l'encouragea! Car il savait parler. Ainsi, Channon ne proposait jamais une « retraite » de méditation. Retraite est un vilain mot, à l'oreille des militaires. Mais un « raid intérieur », voilà qui enthousiasme les guerriers.

Le *First Earth Battalion Operations Manual* contenait aussi des idées simples, à la source de la recherche en armes non-mortelles. Un soldat aura moins de scrupules à contrôler un ennemi qu'à le tuer, et les médias ne publieront pas de photographies de sacs en plastique noir pleins de viande américaine. Jim Channon est donc le père spirituel, et parfois direct, des haut-parleurs directionnels ciblant des ultrasons sur telle ou telle personne, du filet électrique délivrant des chocs électriques si on se débat, des grenades lumigènes d'intensité insupportable (effectivement utilisées par les unités antiterroristes pour désorienter quelques cruciales secondes les preneurs

d'otages), voire de la très amusante (si l'on n'est pas sa victime) mousse collante, que l'on doit vaporiser sur l'ennemi et qui, en se solidifiant, le paralyse. En Somalie, pour la première et jusqu'à présent la dernière fois, la mousse collante fut utilisée devant une foule déterminée à remplir des sacs de plastique noir de viande américaine. Mais elle ne fut pas lancée sur les manifestants. Les soldats espéraient simplement créer un mur entre eux et leurs adversaires. Stupéfaits, les Somaliens virent ce drôle de mur blanc se solidifier. Puis avec l'esprit que donne parfois l'ignorance, une fois qu'ils en eurent vérifié la solidité, ils l'escaladèrent pour reprendre l'attaque.

Le Goat Lab dérivé des conseils de Channon aurait réussi à tuer des chèvres par la seule force de la pensée, selon Guy Savelli, un professeur d'art martial. Savelli aurait été le tueur, mais aurait refusé de continuer à tuer assez de chèvres pour que l'expérience puisse être statistiquement validée, ne souhaitant pas accumuler trop de mauvais karma. Il aurait néanmoins consenti à enseigner l'art du meurtre par la pensée. On ignore si Osama Bin Laden est déjà trépassé, mais Nicolas Sarkozy de Naguy Bocsa et François Fillon sont bien vivants.

Nestor Potkine,
le bon berger

Terre et Liberté

« APRÈS LA CHUTE DES IDÉOLOGIES du socialisme collectiviste et du capitalisme individualiste, de plus en plus de gens s'intéressent à la communalisation des moyens de production. Un grand nombre de peuples la pratiquent depuis plus de cinq cents ans. »

Des peuples contre l'État

Les habitants de la jungle capitaliste ne sont pas tous soumis et résignés. Ainsi des peuples originaires, peuples sans État, ont résisté et survécu à la croix et l'épée brandies par les envoyés de la « civilisation ». Leurs luttes passées et actuelles contre le colonialisme et le capitalisme nous concernent directement. Ils sont confrontés aux sociétés rapaces qui veulent leurs terres, leurs forêts, leurs minéraux, leur eau. Respectueux de la Terre mère, refusant la propriété individuelle, ils s'opposent au saccage de la planète, aux intrants chimiques, aux OGM. Opposés au pouvoir, ils sont favorables à l'autonomie, refusant l'intervention de l'État et de ses serviteurs, les partis politiques. Leurs cultures communautaires, égalitaires, remettent radicalement en cause la gigantesque confiscation des révoltes ouvrières et paysannes perpétrée par les séides du socialisme autoritaire occidental aujourd'hui en déroute : démocratie du cercle contre hiérarchie de la pyramide...

Radio libertaire, une voix pour construire l'autonomie et la liberté

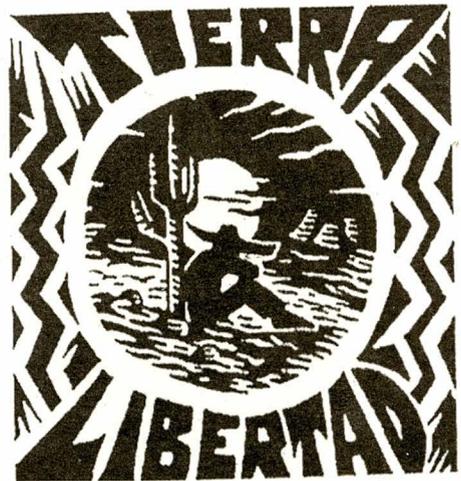
Le projet de réalisation d'une émission mensuelle consacrée aux luttes de ces peuples est née d'une rencontre avec Matias, militant libertaire magoniste, venu parler à la librairie du *Monde libertaire* des luttes des communautés indigènes au Mexique, particulièrement dans l'État d'Oaxaca. L'intérêt et la densité des informations et des échanges ont donné envie à Marc, Monique, Jorge et Serge d'utiliser Radio libertaire pour faire partager plus largement ce que les « médias » occultent soigneusement.

Les thèmes concerneront principalement les peuples amérindiens, mais seront également évoqués d'autres peuples : kanaks, aborigènes...

La première émission, le lundi 10 novembre, de 16 heures à 18h30, présentera des extraits d'une interview de Joani Hocquenghem, auteur d'un livre, à paraître en novembre, sur la rencontre de plus de 60 peuples amérindiens organisée par le peuple Yaqui à Vicam, dans le nord du Mexique.

Terre et Liberté

terre.et.liberte@gmail.com



Sami nous fait son cinéma

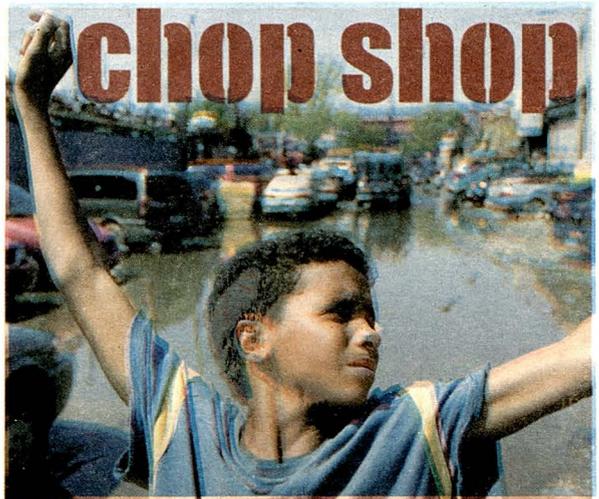
IL EST TOUJOURS RÉJOUISSANT de constater qu'il n'est nul besoin d'adopter une démarche cinématographique lourdement démonstrative pour témoigner de la férocité du capitalisme. Ramin Bahrani, avec son dernier film, *Chop Shop* (expression d'argot qui signifie démonter et revendre) en fournit une preuve magistrale. Osons un néologisme, *Chop Shop* est un film agile. Tourner avec une caméra légère à l'épaule, tel a été le choix du réalisateur pour coller aux pas nerveux d'Alejandro, un orphelin d'origine dominicaine, sorte d'électron non libre pour qui le Triangle de Fer – espace rive dans le Queens – n'a aucun secret. Le territoire en question est un univers en miniature composé de terrains vagues, de décharges sauvages, de baraquements, de monceaux de déchets et de bagnoles prêtes à être réparées ou... vampirisées. Ale, notre Gavroche pas plus haut que trois paquets de corn flakes est employé par un patron mécanicien aussi doux que de la toile émeri. Néanmoins le taulier en question accepte d'héberger son employé de poche et sa frangine Isamar dans un réduit aménagé à l'inté-

rieur du garage. La belle adolescente ayant quitté le foyer où elle résidait, Ale fait feu de tout bois pour lui trouver un travail.

Sitôt regagné leur fragile cocon, les deux enfants déguisés en adulte échafaudent des projets. La Floride fait rêver Isamar, inversement le « chef de famille malgré lui » déploie des trésors de persuasion pour la convaincre qu'il faut amasser assez de galette pour acheter un camion-glaces. Une course contre la montre s'engage car Isamar est à la fois rudement houspillée et exploitée par sa patronne, autant que convoitée par des bonhommes qui s'intéressent bien plus à son corps qu'aux empanadas qu'elle est chargée de vendre dans ce trou du cul du monde où tous les chiens n'ont pas quatre pattes. Ale est chaviré de colère et de douleur tant ses yeux percent les faux mystères du jour autant qu'ils décryptent les horreurs qui se glissent dans le manteau de la nuit. Mais il transforme la lave de sa

colère en coulée de tendresse pour sa petite grande sœur, son inépuisable volonté d'un avenir souriant est une flèche qui va droit au cœur de sa sœur mais aussi de nous tous qui savons qu'Alejandro et Isamar ne sont pas « que » des personnages de fiction.

Sami Chemin



Un anarchiste cévenol



L'HISTOIRE SOCIALE DU GARD peut s'enorgueillir de compter des figures remarquables, dont des anarchistes, comme le mineur des Cévennes, Henri Marius; l'avocat nîmois de Dreyfus, Bernard Lazare; le bagnard de Saint-Gilles, Paul Roussenq; l'imprimeur et éditeur de Nîmes, André Prudhommeaux... Pour les connaisseurs de cette histoire là, il y avait une lacune que rien ne semblait vouloir combler au fil du temps. Mais ce trou dans notre mémoire est maintenant comblé. Michel Falguières retrace dans un livre de 196 pages les quarante premières années de la vie de son ami Jean Jourdan, dit « Chocho », disparu en 1986.

À partir de la retranscription d'enregistrements composés d'entretiens avec Jean Jourdan, Michel Falguières, nous fait connaître la vie agitée de cet anarchiste qui marqua durablement les mémoires de Nîmes à Aimargues d'où il était natif. À la lecture de l'ouvrage, il est aisé de comprendre que « Cho-cho » était un caractère peu enclin aux compromis avec ses convictions anarchistes très ancrées, comme elles étaient enracinées d'ailleurs dans ce village des abords de la Camargue. Cette vie qui nous est restituée est d'abord et avant tout une chronique sociale de ce village entre 1908 et 1948. Au fil des pages, nous apprenons aussi comment les anarchistes marquèrent l'histoire d'Aimargues.

Un groupe d'études sociales constitué dans les années vingt servit d'ossature au mouvement local. A partir de là, l'agitation

sociale et politique anarchiste fut marquante: contre manifestation agitée d'une visite d'un cardinal en mars 1926, création d'un syndicat autonome des travailleurs de la terre qui valut quelques grèves notables et surtout des conditions de travail peu courantes pour l'époque, l'occupation de la mairie pour obtenir des secours aux chômeurs, les conférences de Maurice Joyeux ou André Prudhommeaux, l'hébergement de Makhno puis de Paul Roussenq...

Au sein de ce groupe très présent dans le village, « Cho-cho » connaîtra lui-même un destin peu commun et qui force le respect. C'est ainsi qu'il sera le fer de lance des actions coup de poing à Aimargues, qu'il participera à un vol d'armes pour l'Espagne républicaine, qu'il s'insoumet en 1939, qu'il est emprisonné pendant la guerre puis s'évade après avoir connu l'individualiste Émile Armand, au camp de Saint-Sulpice-la-Pointe... Impossible de raconter ici tout ce que ce livre renferme de petites histoires dans la grande, et qui toutes nous vont droit au cœur. J'ajouterais tout de même une mention spéciale à propos d'une rumeur jamais clairement démentie concernant l'existence d'une commune libertaire à Aimargues lors de la vacance du pouvoir en 1944...

Le rapporteur de cette mémoire vive, Michel Falguières, a eu suffisamment de sagesse et de fidélité à son ami pour avoir restitué toute les dimensions du personnage; comment, à travers une vie pareille, faite d'en-

gagement total à travers un caractère très affirmé, Jean Jourdan pouvait-il être exempt de contradictions (parfois difficiles à accepter pour nous) avec son idéal, ou de reproches avec ses propres amis anarchistes pour qui il aura parfois des mots sévères?

Il est presque douloureux, au fond, que Michel Falguières n'ait pas eu suffisamment le temps de converser avec son ami pour que nous découvriions sa vie d'anarchiste d'après 1948; car d'aucuns se rappellent encore de « Chocho » haranguant les manifestants et les poussant à occuper le consulat d'Espagne à Nîmes au cours des manifestations suscitées par l'ignoble assassinat de l'anarchiste Puig Antich...

Finissons là avec un regret et un espoir. Le regret, c'est que la retranscription de ces souvenirs à partir de relations orales n'ait pas la précision chronologique nécessaire évitant les erreurs bien compréhensibles dans de telles situations. Et l'espoir, c'est qu'un jour, quelque curieux ou chercheur décide précisément d'ouvrir cette belle brèche ouverte pour mieux restituer l'histoire de ce camarade disparu. Et avec la sienne, notre histoire, aussi.

Daniel

Groupe Gard Vacluse

Jean Jourdan, libertaire d'Aimargues, de 1908 à 1948, aux éditions Comedia (Nîmes). Vous pouvez commander le livre, 14 euros franco de port à Michel Falguières, 3, chemin de la Méjane, 30740 Le Cailar.

Torpillons l'OTAN

Tous à Strasbourg
les 3 et 4 avril 2009

Le prochain sommet de l'Otan doit se tenir en avril 2009 à Strasbourg (France) et Baden-Baden (Allemagne). Comme à chaque fois, lors de ce sommet, les dirigeants des états membres prendront des décisions lourdes de conséquences à notre place. En effet, l'Otan est en guerre, et ses États membres avec, c'est ainsi que nous sommes des millions à être impliqués malgré nous dans les conflits en Irak ou en Afghanistan. Ce sommet est important, car outre le fait que l'on y célébrera les 60 ans du traité, ce devrait être l'occasion pour la France de réintégrer pleinement la structure militaire de l'Alliance (commandement intégré). La mobilisation contre ce sommet sera donc capitale pour faire reculer le nucléaire militaire, l'autoritarisme, le militarisme, et empêcher les riches et les puissants de prendre pour leur profit des décisions à notre place! Tous et toutes au contre-sommet de l'Otan à Strasbourg en avril 2009!

Groupe de la Fédération anarchiste
de Strasbourg

Guerre à toutes les guerres!

LE 11 NOVEMBRE, les 90 ans de l'Armistice de la guerre 14-18 seront commémorés par plusieurs associations pacifistes. Un rendez-vous national est notamment organisé à Gentioux (Creuse), village célèbre pour son monument aux Morts qui proclame: « Maudite soit la guerre! »

Haut de 3,80 mètres, le monument aux Morts de Gentioux rappelle les noms des cinquante-huit habitants tués pendant la guerre de 14-18 et des cinq décédés durant celle de 39-45. La ressemblance avec les monuments classiques s'arrête là.

Le monument de Gentioux n'a rien à voir avec tous les monuments patriotiques guerriers qui hantent nos communes. À la place des sculptures vantant l'héroïsme, la bravoure, le sens du devoir et du sacrifice..., à la place des soldats virils brandissant drapeaux et fusils afin « qu'un sang impur abreuve nos sillons », nous trouvons à Gentioux un petit écolier en sarrau et en sabots, un orphelin en bronze, casquette à la main et poing serré, devant l'inscription: « Maudite soit la guerre ». À lui seul, le gosse au visage sombre représente les paysans et les ouvriers qui ont été sacrifiés dans une guerre infâme.

C'est Jules Coutaud, maréchal-ferrant, maire SFIO de Gentioux de 1920 à 1965, qui a eu la bonne idée de faire ériger un tel monument. Gazé pendant la « Der des ders », il

savait de quoi il causait. En 1922, la Préfecture refusa de participer à l'inauguration du monument qui faisait tâche dans le paysage militariste. Réalisé grâce à une souscription publique qui compléta le financement municipal et construit par des artisans locaux, le monument qui asticote les crevures galonnées est tout de même inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques.

Chaque 11 novembre depuis les années 80, des militants pacifistes de diverses sensibilités viennent chanter La Chanson de Craonne devant le monument en levant le poing contre la connerie militaire. Ensuite, tout le monde va jusqu'au cimetière de Royère-de-Vassivière sur la tombe du maçon Félix Baudy, un soldat fusillé « pour l'exemple » en 1915. Là, on peut lire sur une plaque: « Maudite soit la guerre. Maudits soient ses bourreaux. Baudy n'est pas un lâche mais un martyr. »

Cette année, un collectif réunissant la Libre Pensée, l'Association républicaine des Anciens Combattants (ARAC), la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), l'Union pacifiste de France (UPF), le Mouvement de la Paix et le comité laïque des amis du monument aux Morts de Gentioux va mettre l'accent sur les fusillés « pour l'exemple » et demander leur réhabilitation. Durant la Première Guerre mondiale, 2 500 soldats français sont passés devant des cours martiales. Parce qu'ils refusaient la barbarie et la guerre impérialiste, tous ont été condamnés. Parce qu'ils refusaient de crever pour les profiteurs de guerre, parce qu'ils voulaient mettre fin à la boucherie, parce qu'ils refusaient de tirer sur leurs camarades ouvriers allemands et fraternisaient avec « l'ennemi », parce qu'ils voulaient la paix, le pain et la liberté, 650 troufions, parfois tirés au sort, ont été fusillés « pour l'exemple ». Une injustice qui doit être réparée.

Guerre à toutes les guerres! À bas toutes les armées!

Paco

Abonnez-vous!



On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout:

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

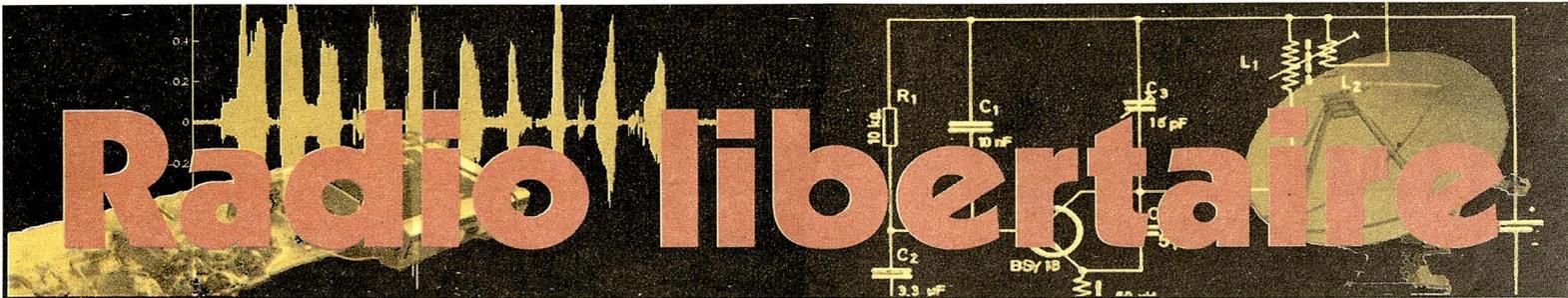
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner: 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez Le Monde libertaire le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Gentioux

Rassemblement le 11 novembre 2008, à 11 h 30, devant le monument pacifiste. Un chapiteau abritera les stands des divers mouvements présents. Les Éditions libertaires et le Centre de recherche international sur l'anarchisme tiendront un stand.



Radio libertaire

Jeudi 6 novembre

Jus de rue (08 h 30). La parole aux gens de la rue, musique (avec un invité studio) et revue de presse par Casquette.

Radio cartable (14 heures). La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30). Les annonces de la semaine par Elisabeth.

Vendredi 7 novembre

Les oreilles libres (14 h 30). Le collectif Kliton, impliqué dans la diffusion et l'organisation de concerts de musiques indépendantes.

L'invité du vendredi (19 heures). Ligue des Droits de l'Homme, section Paris Sorbonne: « La réforme des Universités ».

La grenouille noire (21 heures). Écologie libertaire.

Samedi 8 novembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures). Main basse sur l'école publique par les franges catholiques intégristes des mouvements ultra-libéraux, avec Eddy Khaldi et Muriel.

Chronique syndicale (11 h 30). Mouvement des quartiers pour la justice sociale.

Chroniques rebelles (13 h 30). Invité: Maurice Rajfus, avec deux nouveaux livres, *17, rue Dieu* (Temps des Cerises) et *Au Cherche Midi*.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure (19 heures). Richard Schmucler et Isabelle Georges, pour la pièce musicale *Du Shtetl à New York - Sirba Octet*, Anna Novion, pour son film *Les grandes personnes*.

Orpheus antissa, les jardins d'Orphée (21 heures). Spéciale Jazz - Carte blanche à Gérard Terronès l'animateur regretté de Jazz en Liberté sur Radio libertaire.

Nuits off (23 heures). Nuit jazz de combat (jusqu'à l'aube). Avec Mingus et Coltrane, Miles, Shepp et quelques autres.

Dimanche 9 novembre

Goloss Traudo, la voix du travail (08 heures). Émission franco-russe.

Tempête sur les planches (14 heures). Un temps fort du théâtre militant: le festival Auteurs en acte à Bagneux, consacré à Gatti, Arrabal, Jodorovsky et leur reflet chez les auteurs (plus) jeunes.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30). La joyeuse équipe du Circ traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 10 novembre

Lundi matin (11 heures). L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

Les partageux de la Commune (13 heures). L'Histoire revue par Jean-Jacques.

Ondes de choc (14 h 30). *Lettres d'Algérie, 1961-1962*, Guy Benoît pour *Mai hors saison*; Nicole Gros, pour sa pièce *Les écrivains de l'avant-siècle*.

Terre et Liberté (16 h 30). Les luttes des peuples sans État: Joani Hocquenghem, auteur d'un livre à paraître sur la rencontre de plus de 60 peuples amérindiens à Vicam (Mexique).

Agora libertaire (18 heures). On nous expulse? On déménage! Émission à propos des squats, du groupe Sans voix sans visage de Tours.

Le Monde merveilleux du travail (19 h 30). Anarcho-syndicalisme La revue Afrique XXI.

Mardi 11 novembre

Le Parisien libertaire (8 heures). Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

L'idée anarchiste (14 h 30). Réflexion sur l'anarchisme.

Des oreilles avec des trous (dedans) (17 heures). Vache, de l'influence des bovins sur les musiques folles.

Idéaux et débats (18 heures). Un brillant avenir.

Invitée, en différé: Catherine Cusset, pour *Un brillant avenir* chez Gallimard.

Culturez-vous (22 h 30). Le Louvre d'Abu Dhabi. Les buts et les enjeux avec Marc Restellini, directeur de la Pinacothèque de Paris et Didier Rikner, fondateur du site La tribune de l'art.

Mercredi 12 novembre

La bibliothèque anarchiste (08 heures). Quelques lettres à Bastiat où Proudhon défend l'idée du crédit gratuit.

Blues en liberté (10 h 30). Émission musicale blues. Nouveautés, rééditions (2).

Le manège (14 heures). L'invité littéraire, par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres (18 h 30). Avec la commission femmes d'Attac, pour leur ouvrage *Mondialisation de la prostitution, atteinte globale à la dignité humaine* aux éditions Mille. et. une. nuits.

Ras les murs (20 h 30). Actualités des luttes de prisonniers.

Jeudi 13 novembre

Si vis pacem (18 heures). Jean-Jacques de Felice, l'avocat de tous les objecteurs de conscience. Avec Bernard Baissat, cinéaste.

Entre chiens et loups (20 h 30). Actualité de l'érotisme et du libertinage

Samedi 15 novembre

Chroniques rebelles (13 h 30). *Big Brother Awards*, les surveillants surveillés.

La nuit des mots (21 heures). En direct et en public, depuis les Studios Campus, de 21 heures à 4 heures du matin... Lecture de textes, mix musicaux et créations sonores. lanuitdesmots@voila.fr.



89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 6 novembre

Rennes (35)

20h30, Le groupe la Sociale organise une discussion débat sur le thème le syndicalisme hier et aujourd'hui: Quel outil contre l'exploitation? Local la Commune, 17, rue de Châteaudun.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysivité: Université populaire de St-Denis. La bande dessinée autrement: avec les Éditions Warum, une maison d'édition de bande dessinée atypique qui a volontairement choisi de s'éloigner des codes du genre dans deux collections: Civilisation et Décadence. Une soirée organisée par l'association Terre BD. Bourse du Travail de St-Denis. site: dionysivite.org

Saint-Denis La Plaine (93)

Procès spectacle par la compagnie Jolie môme, jusqu'au 7 décembre à La Belle Étoile, 14, rue Saint-Just, métro Porte-de-la-Chapelle, Bus 1563 arrêt Église-de-La-Plaine, 01 49 98 39 20. cie-jolienome.org

Paris XI^e

19 heures: Nouvelle réunion de l'A.R.P.P.I. (Association pour le Respect des Proches de Personnes Incarcérées). Au CICP: 21^{er} rue Voltaire; M° Rue-des-Boulets. Merci de mettre un mail de confirmation de votre venue: arppi@live.fr ou Tél.: 0668844731.

Vendredi 7 novembre

Ploërmel (56)

Week-end d'action et d'information anti-videosurveillance (7-8 novembre), 3^e Anniversaire des cameras - Bar de la salle des Fêtes, de 20 heures à une heure, concert de soutien (5 euros + prix libre): Oko System, les Sarkoflottes, Copine Connie, Cyrill le troll, Yvan président. Contact: ploermelsansvideos@no-log.org

St-Jean-en-Royans (26)

20h30 Salle des fêtes. « Anarchie et Société », dans le cadre des rencontres libertaires « Et pourtant ils existent » organisées par le

groupe La Rue Rôle de la Fédération anarchiste. laruerale@no-log.org

Chevilly-Larue (94)

20h30, Soirée sur l'exil et l'immigration avec les Chanteurs-Livreurs et la compagnie du groupe théâtral Carpe diem à La Maison pour tous, 23, rue du Béarn.

Marseille (13)

17 heures. Conférence-débat animée par Claire Auzias des Éditions Egrégores et Lou Marin, auteur d'*Albert Camus et les libertaires* à notre local du C.I.R.A. 3, rue Saint-Dominique (angle Place des Capucines).

Ivry-sur-Seine (94)

Gérard Morel en solo. Forum Léo Ferré. 11, rue Barbès, Tél. 01 46 72 64 68. Métro: Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry En tramway: station Porte-d'Ivry.

Samedi 8 novembre

St-Jean-en-Royans (26)

18h30, Salle de fêtes. Apéro-rencontre autour des expositions politiques et artistiques. 20h30 *Le souffle de l'errance* spectacle musical par la compagnie Les brûleurs de vies en soutien à la librairie l'Autodidacte. Dans le cadre des rencontres libertaires « Et pourtant ils existent », organisées par le groupe La Rue Rôle de la Fédération anarchiste. Contact: laruerale@no-log.org

Pont-en-Royans (38)

20 heures. Salle des fêtes. Concert de soutien aux jeunes détenus. Avec les Mal Barré (rock), Crushout (rock), Vital Riddim (dub step), et Drake (break beat D & B). Il est possible de rejoindre cette soirée après le spectacle musical à St Jean.

Paris, XX^e

De 10h30 à 18 heures. Réunion nationale de résistance au fichier Base Élèves. Donner un matricule (un Identifiant National Élève) à des enfants - et ce à partir de 3 ans - est insupportable; sans que les parents aient leur mot à dire est

scandaleux (et sans doute illégal). La Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, (Métro République)

Mardi 11 novembre

Gentioux (24)

À partir de 11 heures: Rassemblement antimilitariste et pacifiste autour du monument aux morts avec un stand des Éditions libertaires et du CIRA. Et à 16 heures à Faux-la-Montagne: pièce de théâtre *Le soldat O*.

Jeudi 13 novembre

Rennes (35)

20 heures: Réunion publique Crise Financière ou Hold-Up du siècle? organisée par le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste. Maison du Champ de Mars, Salle Gune, 6, cours des Alliés, M° Ch. De Gaulle.

Saint-Denis (93)

19 heures. La bande dessinée autrement: Rencontre avec le collectif Hoochie Coochie, maison d'éditions de BD. On abordera, entre autres, les thèmes de l'auto-distribution volontaire, de la logique de l'atelier de gravure et de l'édition de revues. Avec Gotpower. Une soirée organisée par l'association Terre BD.

Vendredi 14 novembre

Ivry-sur-Seine (94)

Jacques Bertin accompagné au piano par Laurent Desmurs et à l'accordéon par Guy Raimbault. Forum Léo Ferré. 11, rue Barbès, Tél. 01 46 72 64 68. Métro: Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry En tramway: Station Porte-d'Ivry.

Samedi 15 novembre

Grigny (69)

11^e Salon de l'édition et des médias indépendants, samedi 15 et dimanche 16 novembre Le groupe Vivre libre! de la Fédération anarchiste tiendra le stand des Éditions du Monde libertaire. Au Centre Brenot, de Grigny.

le souffle de l'errance

spectacle musical



St. Jean en Royans Samedi 8 nov

Salle des fêtes 20h30 prix libre

Organisé par le collectif libertaire "La rue râle"

et

laruerale@no-log.org

bruleurs de vies

www.myspace.com/bruleursdevies